



Habib Karaouli

Il faut éviter de casser le thermomètre Banque centrale

A LA UNE

L'environnement des affaires en Tunisie est alarmant

ENTREPRISES & SECTEURS

La crise de la Covid-19 pèsera sur le bilan des banques

START-UP

Les start-up tunisiennes Ahkili et Ahmini, 1er prix du Grand Prix et Prix Féminin International

TRIBUNE

La Tunisie Qui gagne

TRANSFORMATION DIGITALE

DES GRANDS INTERVIEWS DE
MINISTRES, DE CHEFS D'ENTREPRISES,
DE RESPONSABLES SECTORIELS ET
D'EXPERTS...

**+ INFOGRAPHIES
ET DOCUMENTS**

DÉCOUVRIR



w m c

HORS-SÉRIE



+ 200 PAGES

WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo

les Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

(+216) 20 313 314

(+216) 55 313 314

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

RÉDACTION

Moncef Mahroug

Ali Driss

Khmaies krimi

Hajer Krimi

Amani ibrahimi

Sarra Boudali

Aroua Ben Zaied

PHOTOS

Anis MILI

DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI

Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 3 Dinars

Abonnement annuel : 120 Dinars

(inclus 2 mois gratuits)

CopyRight

Internet Management Groupe - IMG

WEBMANAGERCENTER *Le mag*

Hebdomadaire n°29 du 19 Novembre 2020



Habib Karaoui : Il faut éviter de casser le thermomètre Banque centrale

On a fait croire au Tunisien que la crise des finances publiques est due à la Covid-19. Ce n'est pas vrai. Aucun chiffre ne vient confirmer que la situation s'est aggravée à cause de la pandémie.



Energies vertes : La Tunisie continue de faire du surplace

A ce rythme, la Tunisie va peiner pour réaliser la projection faite avant 2010 : celle de porter, à l'horizon 2030, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à 30%.



La crise de la Covid-19 pèsera sur le bilan des banques

Le secteur bancaire accusera une dégradation ponctuelle de sa productivité (repli du PNB et hausse des charges d'exploitation), ainsi que sa rentabilité en 2020 (décroissance du PNB et hausse des frais généraux), provenant notamment des dons aux structures de l'Etat pour lutter contre

la Covid-19, et de la flambée du coût du risque, selon Tunisie Valeurs.



Bourse - Covid-19 : Un séisme financier inédit

Quasiment toutes les sociétés cotées seront négativement impactées de près ou de loin par la crise actuelle. Les mesures d'endiguement de la propagation du virus, les fermetures des frontières, les restrictions à la circulation des biens et des services et les fermetures provisoires d'usines...



BOURSE



AFRIQUE



ACTUALITÉS



IDÉES & DÉBATS



SPORT



21,2% des enfants sont pauvres

Une étude réalisée par Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a révélé que 21,2% des enfants tunisiens sont pauvres...



«Ennafoura» de Salma Baccar

La cinéaste tunisienne Salma Baccar affiche son retour et revient avec un nouveau long métrage dont elle vient d'achever la phase d'écriture en complicité avec Emna Rmili.



Energies vertes

La Tunisie continue de faire du surplace

Au moment où certains pays importateurs nets de pétrole de la région MENA mettent les bouchées doubles pour accélérer leur transition vers les énergies vertes -cas du Maroc et de l’Egypte-, la Tunisie continue de faire du surplace et d’accentuer son retard dans ce domaine.

Pour preuve, à deux mois de son achèvement, le 13ème plan quinquennal (2016-2020), qui a prévu

de porter la part des énergies renouvelables en Tunisie dans le mix électrique à 12%, n’a pas permis d’atteindre cet objectif. Cette part est actuellement de l’ordre de 4%, soit environ 148 mégawatts (MW) dont la grande majorité provient du vent et du solaire.

Parallèlement, d’autres pays d’Afrique du Nord, comme le Maroc et l’Egypte, sont en lice pour construire les plus grandes centrales solaires du monde.

“ **A ce rythme, la Tunisie va peiner pour réaliser la projection faite avant 2010 : celle de porter, à l’horizon 2030, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à 30%.**

A ce rythme, la Tunisie va peiner pour réaliser la projection faite avant 2010 : celle de porter, à l'horizon 2030, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à 30%.

Le Maroc, champion des énergies vertes

Pour prendre l'exemple du Maroc, avec une capacité installée de 2 836 MW, l'éolien, l'hydraulique et le solaire ont représenté, fin 2017, 34% en énergies renouvelables dans le mix électrique. Cette puissance installée a été portée, fin 2018, à 3 814 MW, soit une capacité supplémentaire de 978 MW.

“ Le Maroc, qui dépendait énergétiquement de l'Espagne jusqu'en 2009, compte porter la part des énergies vertes à 52% à l'horizon 2030.

Dans le détail, «les puissances installées ont été, en 2018, de 700 MW pour le solaire, de l'ordre de 1 012 MW pour l'éolien -à travers 10 parcs en exploitation-, et une capacité de 1 770 MW pour l'hydroélectrique

installés dans les 29 barrages et les stations de transfert d'énergie par pompage (STEP) », selon l'Agence marocaine pour l'énergie solaire (Masen).

Le Maroc, qui dépendait énergétiquement de l'Espagne jusqu'en 2009, compte porter la part des énergies vertes à 52% à l'horizon 2030.

Mention spéciale donc pour l'année 2018. Cet exercice a été marqué par la concrétisation d'autres projets dont la mise en exploitation de l'ensemble du complexe solaire Noor Ouarzazate, retenu comme le plus grand complexe multi-technologique solaire au monde, les centrales solaires Noor Laayoune I et Noor Boujdour I.

Au rayon des projets, celui de Noor Midelt I, qui se compose de deux centrales hybrides d'une capacité de plus de 800 MW, avec une capacité pour le solaire thermique à concentration (CSP) entre 150 MW et 190 MW pour chaque centrale, est en cours de réalisation.

En Egypte, la construction du premier complexe solaire du pays se poursuit dans le désert de la région de «Benban» (province d'Assouan) dans le sud du pays.

«Une fois achevé, ce parc solaire de 1650

mégawatts deviendra la première centrale solaire du monde et devrait éviter l'émission de 2 millions de tonnes de gaz à effets de serre par an», note la Banque mondiale (BM).

“ D'un coût estimé à 3,4 milliards d'euros, ce projet, cofinancé par des banques internationales, couvre une superficie de 40 kilomètres carrés et se compose de 41 centrales photovoltaïques, reliées les unes aux autres.

D'un coût estimé à 3,4 milliards d'euros, ce projet, cofinancé par des banques internationales, couvre une superficie de 40 kilomètres carrés et se compose de 41 centrales photovoltaïques, reliées les unes aux autres. Elles seront connectées, une fois achevées, au réseau de distribution de la compagnie nationale égyptienne d'électricité (Egyptian Electricity Transport Company

(EETC), explique la Banque mondiale.

À travers ce projet Benban qui créera près de 10 mille emplois, l'Égypte vise à porter la part des énergies vertes dans son mix électrique à 20% en 2020 et 42% en 2035, selon des statistiques officielles.

Mieux, le Maroc et l'Égypte ne se sont pas contentés de produire de l'électricité à partir des énergies vertes. Contrairement à la Tunisie, dont le Plan solaire (PST) date pourtant de 2008, ils ont mis en place en amont toute une logistique de formation et d'industrialisation.

A la base de l'exploit marocain, la formation

Le Maroc, devenu le champion du solaire en quelques années, a accordé l'intérêt requis à la formation de ressources humaines qualifiées pour accompagner le développement des énergies vertes dans le pays.

Pour cela, le pays a mis en place trois instituts de formation aux métiers des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (IFMEREE) à Oujda, Tanger et Ouarzazate. Les domaines de formation couverts sont l'exploitation et la mainte-

nance des parcs éoliens et la maintenance du matériel solaire thermique et photovoltaïque, la maintenance et l'exploitation de l'électricité solaire thermodynamique, l'efficacité énergétique, l'exploitation du gisement du biogaz et d'autres formations connexes.

En Tunisie, il n'existe aucun établissement de formation, à notre connaissance, dans les énergies vertes. Actuellement, seuls quelques sujets de mémoire de diplômés sont consacrés à ces énergies dans des établissements d'enseignement supérieur, entre la Faculté d'ingénieurs de Tunis et de Monastir, l'Institut supérieur des études technologiques de Tozeur, et le Centre de formation professionnelle à Tataouine.

“ Le Plan solaire Tunisien (PST), adopté en 2008 prévoyait une industrialisation locale des équipements des énergies vertes

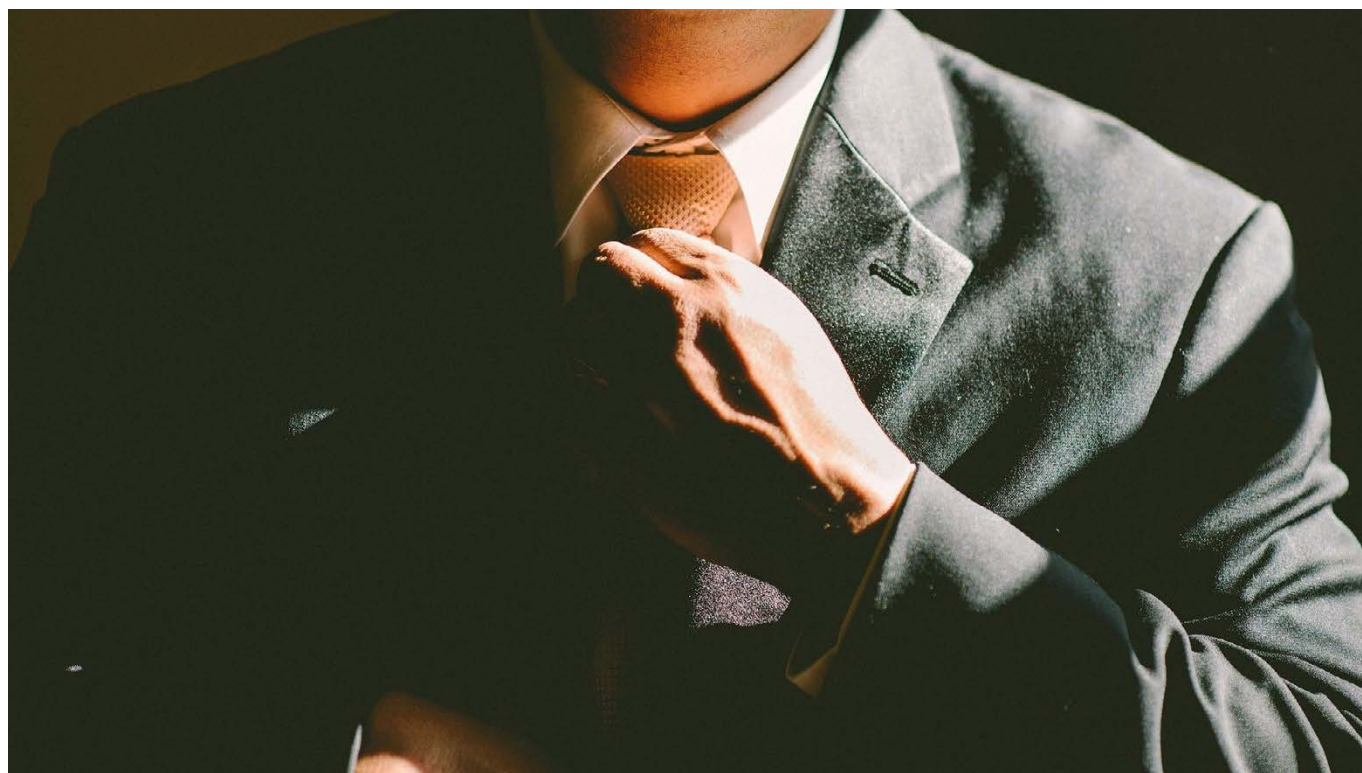
L'Égypte met le cap sur l'industrialisation

En Égypte, l'Egyptian Electricity Transport Company (EETC) a conclu, en 2018, avec le groupe chinois «GCL Group», un accord de coopération pour la construction d'une usine de fabrication de panneaux solaires d'une valeur d'environ 2 milliards de dollars. En Tunisie on continue à importer ces équipements, à réduire leur taxation à l'import et dans le meilleur des cas à faire de l'assemblage.

Pourtant, le Plan solaire Tunisien (PST), adopté en 2008 prévoyait une industrialisation locale des équipements des énergies vertes.

Cela pour dire au final qu'autant la volonté politique est clairement exprimée au Maroc et en Égypte pour développer les énergies vertes, autant elle est floue pour ne pas dire inexistante en Tunisie. Lorsque nos responsables sont dans le concret, ils investissent dans des microprojets insignifiants (régime des autorisations ciblant des projets de 1 à 10 MW). Entre temps, le contribuable continue de payer cher la facture énergétique par l'effet d'importations onéreuses en devises.

Abou SARRA



Sondage

L'environnement des affaires en Tunisie est alarmant

Stratégie Consulting, cabinet de consulting suisse, a effectué au mois d'octobre 2020 un sondage sur les obstacles qui entravent la croissance et le développement en Tunisie. Les entités sondées sont des banques, des cabinets de consulting, d'audit, d'avocats, des multinationales, des industriels et autres ONG.

Objectifs du sondage : déterminer les différents obstacles affrontés par un décideur et/ou investisseur étranger avant la prise de sa décision et identifier les difficultés qui empêchent la Tunisie d'avancer dans les secteurs vitaux.

Les questions posées ont porté sur le degré d'exploitation du positionnement stratégique de la Tunisie, les ressources humaines,

l'administration publique, le système financier, la corruption et d'autres questions.

En voici les principaux résultats.

Le positionnement géographique de la Tunisie est mal exploité

“Sur le plan économique, la Tunisie tire-t-elle profit de sa position géographique ?”. A

cette question, 69% des sondés ont estimé que cette position est mal exploitée, 24% pensent le contraire, et 7% ne se prononcent pas.

A la question « comment évaluez-vous le niveau des ingénieurs tunisiens ? », 74% des sondés considèrent que les ingénieurs tunisiens sont bien qualifiés avec des nuances toutefois. Car 19% d'entre eux estiment que les ingénieurs tunisiens sont très bien qualifiés, 33% sont bien qualifiés et 22% sont qualifiés, mais 8% des interrogés pensent qu'ils sont peu qualifiés.

Au sujet de l'administration publique et de l'évaluation des charges administratives liées à l'investissement en Tunisie, 71% des interrogés ont qualifié de « lourdes » ces charges, c'est-à-dire que la bureaucratie pèsent négativement sur l'investissement. 13% pensent que ces charges sont « allégées ».

Par ailleurs, 64% des sondés estiment que le niveau de corruption est élevé, dont 11% « trop élevé », 53% « élevé » et 21% « moyen ».

Concernant l'efficacité ou la non efficacité de la lutte contre la corruption, 59% des interrogés considèrent qu'elle est inefficace, 9% modeste, 11% prometteuse.

Enfin, quand on leur a demandé « comment évaluez-vous le

système financier tunisien ? », 68% des sondés ont répondu que ce système est assez mauvais, dont 43% mauvais et 25% très mauvais. Seuls 9% et 17% le trouvent respectivement « bon » et « rassuré ».

Pour présenter autrement ces résultats, on dira qu'au niveau de la position géographique, 2/3 des sondés estiment que cette position est mal exploitée.

Au plan des ressources humaines, 74% des sondés estiment que les ingénieurs tunisiens sont bien qualifiés.

Quant aux charges administratives liées à l'investissement, 71% des voix jugent les contraintes administratives lourdes.

L'Etat ne lutte pas assez contre la corruption

Au niveau de la corruption, la situation est jugée alarmante. Plus de la moitié (64%) des sondés considèrent que le niveau de la corruption est élevé (seuls 2% pensent qu'il est faible).

A propos de la lutte contre la corruption, les sondés pensent que l'Etat tunisien ne s'implique pas assez dans cette lutte, malgré l'existence d'une instance dédiée, en l'occurrence l'INLUC (Instance nationale de lutte contre la corruption). 59% des sondés considèrent que les actions prises par l'État sont

inefficaces.

Vient ensuite le système financier, 68% des sondés le qualifie de « mauvais », 9% le jugeant « bon ».

In fine, l'enquête fait le constat suivant : la Tunisie est un pays qui bénéficie d'une position géographique très avantageuse, accablée par un fardeau administratif trop lourd et majoritairement corrompu, signe d'un système financier affaibli, qui n'encourage pas les investissements et la productivité.

Le Cabinet Stratégie Consulting suggère un examen approfondi des résultats de ce sondage et insiste sur l'enjeu pour les autorités tunisiennes de réformer, dans les meilleurs délais, le système administratif et financier du pays.

Selon ledit cabinet, la Tunisie doit lutter contre la lourdeur de son système administratif. « Une bureaucratie trop lourde, freine la productivité et la croissance économique », conclut-il.

About SARRA



Baisse de la croissance économique en Tunisie de 10% en septembre



Le taux de chômage se replie à 16.2%

Le taux de chômage s'est replié à 16.2%, durant le troisième trimestre de 2020, contre 18% durant la même période de l'année écoulée, selon les données publiées dimanche par l'Institut National de la Statistique (INS).

Le nombre de chômeurs estimé au cours de ce 3e trimestre 2020 s'établit à 676,6 mille du total de la population active, contre 746,4 mille chômeurs pour le deuxième trimestre 2020, a indiqué la même source.

L'économie tunisienne a vu son rythme de croissance régresser de 10% à la fin du mois de septembre 2020, par rapport à la même période de l'année 2019, selon les données de l'Institut National de la Statistique (INS).

Ce résultat, selon la même source, fait suite à une récession de 6% du PIB (Produit Intérieur Brut) aux prix de l'année dernière, au cours du troisième trimestre de l'année 2020, par rapport aux résultats de la même période de

l'année précédente mais aussi en comparaison avec le deuxième trimestre de l'année 2020, sachant que le taux de croissance au cours du deuxième trimestre a chuté de, 0,1 point pour s'établir à -21,7%.

Cette baisse est associée à la pandémie du coronavirus qui a imposé un confinement général depuis mars dernier, succédé par un confinement partiel ayant été levé le 27 juin 2020, ce qui a influencé les différents indica-

teurs de l'économie tunisienne.

Dans son rapport sur les perspectives de l'économie mondiale publié en octobre 2020, le Fonds Monétaire International (FMI) a prévu une baisse du taux de croissance de l'économie tunisienne tout au long de l'année 2020 de 7%. Ce taux de croissance devrait augmenter de 4% en 2021 pour atteindre en 2025, 3% seulement.



Habib Karaouli

Il faut éviter de casser le thermomètre Banque centrale

«Les gouvernements ont l'âge de leurs finances, comme les hommes ont l'âge de leurs artères», disait André Maurois. Et pour preuve, dans notre chère Tunisie, aucun gouvernement élu, depuis 2011, n'a pu tenir face au désastre financier qu'il a engendré –parfois- par

incompétence, mauvaise gestion ou parce que, comme le disent les Italiens, «les deniers publics sont comme l'eau bénite, chacun y puise». Sauf que l'eau bénite est intarissable alors que les finances publiques, elles, sont limitées.

Du coup, cette année, le gouver-

nement Mechichi a du mal à boucler le budget des finances complémentaires. Les chiffres réels montrent une grande faille dans les finances publiques et un déficit budgétaire réel inquiétant.

Acte 1 du décryptage avec Habib Karaouli, économiste et PDG de Cap Bank.



Exportations

De janvier à octobre 2020, les exportations ont enregistré une baisse de 14,7% contre une hausse de +10,5% au cours de la même période 2019, ce qui représente en valeur 31,329 milliards de dinars contre 36,728 milliards de dinars durant la même période de l'année 2019.

Le repli observé au niveau de l'exportation, durant les dix mois de l'année 2020, concerne plusieurs secteurs. En effet, le secteur des textiles, habillement et cuirs s'est contracté de 15,8%, celui des industries mécaniques et électriques de 18,0%, celui de l'énergie de 20,6% et celui des mines, phosphates et dérivés de 21,3%.

En revanche, le secteur de l'agriculture et des industries agro-alimentaires a enregistré une hausse de 15,3%, suite à l'augmentation de ventes d'huiles d'olives (1,969 milliard de dinars contre 1,115 milliard de dinars).

WMC : Des chiffres qui se contredisent, des rapports des états des finances publiques établis par les gouvernements précédents et qui ne dévoilent pas la réalité et un appel au secours de la BCT pour remplir le gap du budget complémentaire de l'Etat qui ne trouve pas écho. Comment décrire la situation actuelle par laquelle passe notre pays ?

“ *On s'aperçoit qu'à chaque nouvelle nomination de responsables à la tête de ces institutions (INS, IECQ...) il y a un changement des chiffres produits*

Habib Karaouli : Tous les observateurs, qu'ils soient décisionnaires, analystes ou juste concernés par le fait économique et social, sont constamment appelés à ce que la production des données soit la plus fiable possible. En Tunisie, nous avons la chance d'avoir un certain nombre d'institutions tout à fait crédibles et compétentes sur le plan méthodologique et scientifique. Je cite l'INS, l'Institut d'économie quantitative et de

compétitivité, et nombre d'autres organismes dont la production des statistiques est tout à fait correcte et répond aux standards internationaux.

Ces institutions sont signataires de la norme de vérification des données économiques, financières et sociales. Et pourtant, on s'aperçoit qu'à chaque nouvelle nomination de responsables à la tête de ces institutions il y a un changement des chiffres produits. Je comprends qu'un politique veuille relayer les chiffres à sa manière, mais aller jusqu'à le changer se prêterait plus à une tentative de manipulation et de travestissement de la réalité plutôt qu'autre chose.

“ *Il y a aussi les chiffres sur un aspect qui me semble important et qui n'est pas à négliger, à savoir les créances inter-entreprises évaluées à 10 milliards de dinars qu'il faut bien trouver*

Sincèrement j'ai salué l'initiative du ministre des Finances qui a dévoilé des chiffres beaucoup

plus proches de la réalité. Il voulait absolument que les choses soient les plus proches de la réalité. J'aurais aimé qu'il y ait aussi les chiffres sur un aspect qui me semble important et qui n'est pas à négliger, à savoir les créances inter-entreprises évaluées à 10 milliards de dinars qu'il faut bien trouver. Et donc, le déficit est beaucoup plus important que l'on veuille le dire. Mais disons que c'est la bonne démarche. **Aller vers la réalité des chiffres est toujours positif parce que nous ne pouvons plus être dans le déni, continuer à les contester et bâtir des hypothèses de travail sans avoir les véritables données.**

Travestir la réalité des chiffres est passé aussi par le camouflage des déficits des entreprises

publiques dont certaines étaient bénéficiaires et ont été lésées par l'Etat qui n'a pas payé ses dettes pour des raisons politiciennes et populistes.

C'est parce que nous sommes dans une logique de comptabilité de caisse. Nous ne sommes pas dans une comptabilité d'engagement. La comptabilité de caisse ne constate qu'au décaissement, et tant que les montants ne sont pas décaissés, on continue à reporter les dettes, alors que nous devons les comptabiliser dans le cadre d'une comptabilité d'engagement et de trésorerie. C'est ce que nous aurions dû faire depuis des années pour être proches de la réalité.

Les gouvernements successifs ont procédé de manière presque mécanique au report

des déficits vers d'autres exercices. Mais il y a un moment où quelqu'un doit décider que la fuite en avant ne sert à rien et que reporter indéfiniment est destructeur.

“ J'estime que l'endettement global de l'Etat est beaucoup plus important que celui annoncé auparavant ”

J'estime que l'endettement global de l'Etat est beaucoup plus important que celui annoncé auparavant. La raison est qu'on n'intégrait pas tout l'endettement des entreprises publiques et les établissements publics cautionnés par l'Etat dans la

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL (2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions** Visiteurs Uniques | + de **12 Millions** Visites | + de **23 Millions** Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien
CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)



totalité des dettes de l'Etat. Dans certains pays, on y intègre même l'endettement des entreprises privées aussi parce qu'ils considèrent qu'il y a une espèce de porosité entre la dette publique et celle privée.

Donc, le fait qu'aujourd'hui on dévoile les chiffres réels, c'est un signe que nous allons dans la bonne direction. Cette année pourrait constituer une année zéro (0) par rapport aux années futures. Qu'un déficit de 13,4% choque est un peu normal. Les gens ne pensaient pas que le déficit avait atteint des niveaux aussi importants mais c'est la conséquence du cumul d'une décennie de gestion hiératique et une décennie de turpitudes dans la gestion des deniers publics. Là, il faut payer la facture.

“ On a fait croire au Tunisien que la crise des finances publiques est due à la Covid-19. Ce n'est pas vrai. Aucun chiffre ne vient confirmer que la situation s'est aggravée à cause de la pandémie.

Ily a aussi les sommes perdues à cause de la pandémie et du blocage de l'économie. Ne pensez-vous pas que cela a porté un coup dur à l'état de nos finances ?

Pas autant. On a fait croire au Tunisien que la crise des finances publiques est due à la Covid-19. Ce n'est pas vrai. Aucun chiffre ne vient confirmer que la situation s'est aggravée à cause de la pandémie. En tout cas, il n'y a pas eu de dépenses additionnelles causées par la Covid-19. Le seul impact est celui qui a touché aux revenus et ressources qui ont baissé de 6,6 milliards de dinars. Et des ressources qui viennent de la fiscalité et de la parafiscalité.

Je pense que c'est un point très important dont il faut tenir compte. Parler de la Covid-19 comme source de tous les maux entre un peu dans le cadre des tentatives de manipulation de part et d'autre.

Et vous pensez que c'est la raison de la réticence de la BCT à répondre aux demandes du gouvernement ?

Le débat a été focalisé sur la position de la BCT, mais ce n'est pas la bonne approche. La BCT n'est pas responsable de la mauvaise gestion des deniers publics. Elle

Prix des Vaccins du Covid19

Le directeur de l'Institut Pasteur de Tunis et membre du comité scientifique de lutte contre le Coronavirus, Hechmi Louzir, a déclaré, mercredi, que la Tunisie a identifié ses besoins préliminaires en vaccins contre le Coronavirus dès sa disponibilité sur le marché, pour couvrir 20% des Tunisiens, ajoutant que ce taux pourrait atteindre 40% de la population, en fonction des moyens financiers et l'évolution de la situation épidémiologique dans le pays.

Louzir a souligné que le prix des vaccinations ne sera pas élevé, affirmant que le tarif approuvé par l'OMS, est compris entre 2 et 2,5 dollars (1 dollar équivaut à 2,74 dinars) et chez certains laboratoires, entre 6 et 20 dollars.

n'est pas responsable de cette gestion irresponsable qui s'est poursuivie durant toute une

“ **Selon l'article 29 de ses statuts, la BCT est “le conseiller économique et financier de l'Etat”, mais peu de gens connaissent cette information**

décennie. La BCT est forte de ce que lui permettent ses statuts. Elle n'a jamais fait l'économie de ses conseils et de ses alertes aux pouvoirs publics afin qu'ils ajustent et amendent leur politique économique, notamment en matière de rationalisation des dépenses.

Depuis une dizaine d'années, les rapports et les différents communiqués du Conseil d'administration l'attestent, et c'est dans son rôle. D'après l'article 29 de ses statuts, la BCT est “le

conseiller économique et financier de l'Etat”, mais peu de gens connaissent cette information. Cela veut dire que la BCT est appelée à exprimer régulièrement son point de vue, donner son avis et proposer aux pouvoirs publics des mesures qui peuvent éventuellement introduire plus de rationalisation dans la gestion des finances publiques. Je crois que les gens doivent le savoir.

Comment expliquer dans ce cas la polémique suscitée entre le gouvernement et la Banque centrale à propos du budget complémentaire ?

Nous sommes dans une situation inédite. C'est la première fois dans l'histoire de la Tunisie qu'il y a des vues complètement différentes entre le gouvernement et la Banque centrale. Il nous est arrivé de passer par des moments très délicats sans que dans la gestion il y ait des prises de positions publiques. Les différends ne sont jamais remontés jusqu'à la place publique. La gestion des crises a toujours été faite de façon discrète entre responsables.

Nous avons la chance d'avoir une Banque centrale en Tunisie et c'est quasiment un thermomètre. Donc il faut éviter de casser le thermomètre parce qu'il permet de savoir si vous avez la fièvre, donc une infection.





La Banque centrale est dans son rôle, l'article 25 est extrêmement clair : il ne permet pas un concours direct de la BCT dans le trésor, c'est clair comme l'eau de roche. Pas l'ombre d'un doute là-dessus.

“ il faut éviter de casser le thermomètre BCT parce qu'il permet de savoir si vous avez la fièvre, donc une infection

On peut faire l'effort de trouver d'autres solutions, mais ce n'est pas en diabolisant la Banque centrale qu'on arrivera à les repérer.

Donc la BCT ne doit pas être le seul recours pour résoudre la crise des finances publiques ?

La BCT n'est pas là pour valider, autoriser ou assumer la responsabilité des choix faits par le gouvernement. Ce dernier est le premier responsable en matière de politique économique et devant le Parlement. Je reste toutefois convaincu qu'avec le dialogue, il y aura un rapprochement des points de vue.

“ Aller tout de suite vers des solutions de facilité et des solutions commodes sans se soucier de la soutenabilité de la dette est suicidaire

Vous savez, l'endettement, qu'il soit extérieur ou domestique, n'est jamais bon. Même lorsque vous avez les moyens de vous endetter, il faut y penser à deux fois avant d'en prendre la décision. Aller tout de suite vers des solutions de facilité et des solutions commodes sans se soucier de la soutenabilité de la dette est suicidaire.

Aujourd'hui, en Tunisie, et au fil des années, la structure même de notre endettement a changé. Auparavant, l'endettement était de 1/3 et les autres tiers étaient composés des ressources de l'Etat. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation totalement inversée.

L'endettement domestique se monte entre 2

Récolte huile d'olive

La récolte de l'huile d'olive pour la saison 2020/2021, ne dépasserait pas les 140 mille tonnes, soit en baisse de 65%, par rapport à la récolte record de la saison écoulée (estimée à 400 mille tonnes) et de 35% par rapport à la moyenne enregistrée durant cette dernière décennie.

et 2,5 milliards de dinars. D'aucuns ont parlé d'effet d'éviction et d'autres ont parlé de siphonage des liquidités, au détriment de l'investissement, des PME/PME et de l'économie. A quoi devons-nous nous attendre si nous devons multiplier ce montant par je ne sais combien ?

D'autres solutions existent, mais il revient aux pouvoirs publics d'abord de donner l'exemple et de rationaliser leurs dépenses. C'est au gouvernement de présenter quelque chose qui puisse tenir la route, la BCT pourrait aider tout en veillant à préserver les équilibres monétaires du pays.

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la
plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)

“ **Ce qui s’est
passé à El
Kamour et à Gafsa,
c’est la conséquence
des décisions et des
promesses de respon-
sables irresponsables
qui avaient promis
des choses qu’ils ne
pouvaient pas réaliser
et ont laissé leurs
successeurs en
hériter.**

**Ce que nous voyons est un
gouvernement qui cède à
tous les coups et surtout au
chantage social. Comment
pourrait-il dans ce cas
compresser ses dépenses ?**

Malheureusement ceci n’augure rien de positif. Ce gouvernement opérera comme les précédents. Il fera des promesses et signera des engagements. A-t-il les moyens de les réaliser ? C’est la grande question. Ce qui s’est passé à El Kamour et à Gafsa, c’est la conséquence des décisions et des promesses de responsables irresponsables qui avaient promis des choses qu’ils ne pouvaient pas réaliser et ont laissé leurs

successeurs en hériter.

Je suis peut-être un peu plus lucide sur la capacité des autres à assumer leurs responsabilités, mais je n’ai jamais cru que ce gouvernement dit “technocrate” prendra les décisions appropriées parce qu’il n’est pas contraint par des considérations politiques. La réalité l’a prouvé et nous a donné raison. Pourquoi ? Parce que jusqu’à aujourd’hui on s’attend à ce qu’on nous présente un plan, à ce qu’on nous dise où nous allons pour que nous puissions suivre. En l’absence d’une vision, d’un plan d’action tout ira dans tous les sens.

Pourquoi le projet de la loi de finances complémentaire est assez problématique et qu’il a été dur de l’accepter ? Parce qu’il y a eu 8 milliards de dinars de glissement sur le budget de fonctionnement dont 2,9 milliards de dinars en augmentations salariales. C’est entre autres, le coût de l’intégration de milliers d’ouvriers du jardinage et d’environnement.

Cela veut dire que l’Etat a continué à dépenser sans compter, et après on s’attend à ce qu’il y ait des ressources



Prix de l'huile d'olive

Les prix de l'huile d'olive seront en hausse au cours de la nouvelle saison, au moment où la récolte enregistre une baisse de 65% lors de la saison 2020/2021, selon le président directeur général de l'Office National de l'huile (ONH), Chokri Bayouhdh.

Le responsable a affirmé, dans un entretien accordé à l'agence TAP, que les prix en cours sur le marché local ne seront pas excessifs, comme il a été véhiculé par nombre de Tunisiens. Ils seront en hausse mais «ne vont pas doubler», a-t-il dit, notant que vendre à 10, 11 et 12 dinars le litre de l'huile d'olive, ne reflète pas le niveau des prix sur le marché international, d'autant que même le consommateur européen doté d'un pouvoir d'achat plus élevé, refusera des prix exorbitants de ce produit

additionnelles pour couvrir les dépassements. Nous ne savons même pas exploiter les bonnes opportunités. Sur l'exercice 2019, nous avons économisé 1,5 milliard de dinars de gagné sur l'énergie parce que l'hypothèse a été faite sur 64 dollars le baril et on a fini l'année à un prix du baril qui se situe entre 44 et 45 dollars. Rendez-vous compte : même quand le vent souffle dans notre direction, nous ne savons pas en profiter pour rationaliser des décisions importantes.

Et donc comment s'en sortir ?

“ En premier : rétablir l'autorité de l'Etat, et ça c'est capital. Il faut également travailler sur la confiance, la confiance est ébranlée de manière durable

Avec davantage de rationalisation. Il faut revoir certaines décisions et remettre certaines choses en question. Sur le plan de l'investissement prévu, je suis de ceux qui se disent qu'il faut reporter des projets d'infrastructure et prioriser. Il faut dégager des ressources dans le sens de la production et l'amélioration de

l'emploi par la création d'entreprises que ce soit dans le cadre de PPP ou favoriser le privé sous forme de primes. Il ne faut pas promettre ce qui est irréalisable, surtout éviter de prendre des décisions engageant l'Etat sous la pression. Si on était 6 mois avant les élections, je pourrais comprendre, mais les échéances sont loin.

Au train où vont les choses, pensez-vous que le gouvernement Mechichi réussira là où ses prédécesseurs ont échoué ?

Je pense que le fait que ce gouvernement soit ainsi formé est une chance pour la Tunisie, à la condition qu'il soit dans une action immédiate et à tous les niveaux. En premier : rétablir l'autorité de l'Etat, et ça c'est capital.

“ Perdre confiance en l'Etat reflète un grand désespoir.

Il faut également travailler sur la confiance, la confiance est ébranlée de manière durable.

J'ai vu un sondage du think tank Joussour qui dit que 83% des Tunisiens sont pessimistes et n'ont pas confiance en l'avenir, et quasiment les mêmes estiment

qu'ils ne sont pas en sécurité. 75% n'ont pas confiance en l'Etat. C'est alarmant, ce sont des chiffres qui interpellent.

Donc vous qui êtes un gouvernement dit "non politique", qui n'est pas contraint par des échéances électorales comme vous dites, c'est votre chance d'entrer dans l'histoire, et de proposer un projet de relance où chacun doit donner du sien pour sauver le pays. Et pour être crédible, il faut être exemplaire. L'Etat doit commencer à balayer devant sa porte, avant d'exiger ou demander quoi que ce soit aux secteurs, ou aux structures représentatives. Or rien qu'à voir sa manière de gérer ses ressources humaines, nous voyons un Etat incapable de donner l'exemple galvaudant la notion de la valeur travail.

On se demande pourquoi les 4/5ème de la fonction publique ne travaillent pas en étant payés intégralement. C'est à l'Etat de le faire. Il faut briser les tabous, un salaire, on doit le mériter. Ce sont des opportunités historiques rares pour changer la donne, rares parce que nous sommes en crise et la crise, en elle-même, représente une opportunité favorisant les grands changements.

Je suis de ceux qui ont rejeté l'idée du report de paiement des échéances des crédits des agents

de la fonction publique. Contre parce que je sais que ça peut constituer un précédent qui n'est pas bon du tout ni sur le plan technique ni sur le plan éthique. En plus, cela ne sert à rien. Je peux concevoir qu'on le fasse pour les entreprises privées qui étaient menacées, cela peut se comprendre, mais le faire pour ceux qui sans travailler recevaient leurs salaires n'a pas de sens.

Pourquoi autant de mauvaises pratiques ? C'est incompréhensible. Je me rappelle, après le 14 janvier 2011, il y avait beaucoup de corps de métiers, notamment des médecins et des ingénieurs qui avaient spontanément fait don de journées de travail, ça se passait en Tunisie.

Nos concitoyens ne veulent plus faire des dons parce qu'ils ne comprennent pas comment ont été dépensés les fonds destinés au 1818.

Je ne comprends pas ce doute alors que je suis certain qu'il n'y a pas eu de dérapage en tout cas délictuel en ce qui concerne les fonds levés pour le 1818. Qu'est-ce qui nous empêche dans l'ère du numérique d'avoir un site avec un compteur qui

nous informe à chaque seconde sur le dinar qui rentre et celui qui sort et où il est affecté ? Comment peut-on reprocher au citoyen ses doutes ? Nous sommes en train de distiller le doute dans l'esprit de chaque citoyen, et après on vient lui demander de faire des sacrifices.

“ En février 2016 j'avais proposé un emprunt destiné aux Tunisiens résidents à l'étranger, il y avait de l'emballement mais la condition est que l'Etat n'en soit pas le gestionnaire.

Il y a eu un certain nombre de dons faits, à la fois en numéraire et en nature au gouvernement tunisien. Est-ce que nous avons un inventaire de ces dons ? Le contribuable a le droit de savoir la quantité des dons, le volume et la provenance. Parce que nous devons connaître nos amis, ceux qui nous ont soutenus et qui ont été avec nous pendant la crise, ceux qui nous veulent du bien et les autres, ceux indifférents à notre détresse. Aucune liste n'a été publiée, aucun montant,

même approximatif, n'a été publié. Comment voulez-vous établir une confiance avec vos citoyens en observant une telle posture ?

Je pense que ce gouvernement pourrait rétablir cette confiance perdue en étant exemplaire. J'ai été affecté par la tragédie de Sbeïtla, par le décès de cette personne. Outre le fait que c'est un incident malheureux, dont la responsabilité aurait dû être limitée à ceux qui agissaient sur le terrain, je trouve que renvoyer le chef ou le premier responsable de la région, en l'occurrence le gouverneur, les chefs du district,

et toute l'autorité régionale, c'est de mon point de vue irresponsable.

Comment voulez-vous que les gens respectent l'autorité régionale ? En quoi le gouverneur est responsable de ces faits ? Il aurait fallu tempérer, diligenter une enquête, définir les responsabilités pour ensuite sanctionner. Désormais qui se soumettra aux autorités dans sa région ? Qui obéira aux lois ? Et qui acceptera d'assumer la charge de gérer et de faire respecter la loi ? Représenter et servir l'autorité centrale ?

L'élément organisationnel et psychologique est capital dans le traitement de ces données-là, installons d'abord la confiance. Ce gouvernement est censée avoir plus d'atouts que les autres gouvernements, parce qu'il n'est pas contraint politiquement, mais qu'il évite les décisions populistes.

Propos recueillis par Amel Belhadj Ali

Lire aussi: [«Les entreprises publiques font de la concurrence déloyale au secteur privé», dénonce Habib Karaouli \(Partie II\)](#)





Concession automobile

Chiffre d'affaires en baisse

Le chiffre d'affaires du secteur de la concession automobile côté en bourse, régresserait de 13,2%, en 2020, pour se situer au niveau de 1119 millions de dinars (MD), alors qu'il avait connu une croissance moyenne de 3,9%, durant la période 2016-2019, selon "Tunisie Valeurs".

Dans sa "Revue de recherche" qu'il vient de publier, l'intermédiaire en bourse considère que "l'arrêt total de l'activité durant 2 mois suite aux retombées de la pandémie de la Covid19, a

fortement impacté les ventes des concessionnaires, au courant du premier semestre et ne fait qu'assombrir davantage les perspectives d'un secteur intimement lié à la balance commerciale du pays, déjà très controversée".

En 2019, les immatriculations totales se sont élevées à 62 600, soit une baisse de 4,9% par rapport à 2018. Il est à noter que la plus importante baisse des nouvelles immatriculations, depuis 2011, a été constatée en 2018 (78 163 véhicules tous

genres confondus contre une moyenne de 90 000 au cours des 5 dernières années).

Il convient de souligner qu'à fin 2019, le parc automobile a été estimé à plus de 2,2 millions de véhicules. Un parc alimenté par l'importation de véhicules déjà assemblés et le rapatriement des véhicules des Tunisiens résidents à l'étranger. Le taux de pénétration du marché automobile tunisien a atteint 187 véhicules pour 1000 habitants.

Tunisie

Régression de plus de 50% des exportations de fruits vers la Libye

D'après l'intermédiaire en bourse, "entre promesses données pour la libéralisation du secteur et décisions du ministère du commerce, le marché de l'automobile tunisien connaît un spectacle contrasté. Les concessionnaires ne sont pas en mesure de connaître à l'avance le volume du quota qui leur sera attribué, ou quand l'administration pourrait suspendre leurs importations, laissant leurs bateaux en rade".

Tunisie Valeurs a fait savoir, par ailleurs, que les opérateurs officiels font face à une concurrence déloyale de la part du marché parallèle qui fournit à lui seul le tiers des besoins annuels du marché.

Et de noter que "les marques historiques du marché automobile, en l'occurrence les européennes, ont perdu du terrain face à la percée des marques asiatiques qui ont afflué ces dernières années (KIA, Hyundai, SUZUKI, GREAT WALL, Haval, SsangYong, Mahindra) en l'espace de 5 ans. La part des marques automobiles européennes est passée de 80% à 50% en 2018".

Le secteur de la concession automobile compte 25 sociétés, dont 4 cotées, lesquelles représentent 3% de la capitalisation boursière du marché (capitalisation totale de 678 MD).



Les exportations tunisiennes de fruits vers la Libye ont régressé de plus de 50% pour atteindre 15 537 tonnes depuis le 1er janvier jusqu'au 9 novembre 2020, contre 32 962 tonnes, au cours de la même période de 2019, a indiqué le chef du service commercial au Groupement interprofessionnel des fruits (GIFruits), Tarek Tira, dans une déclaration à l'Agence TAP.

Cette régression est due aux perturbations des échanges commerciaux, résultant de la crise de la pandémie de la Covid-19. Tira a souligné, également, la régression des recettes des

exportations des fruits vers la Libye (qui accaparent 70% du total des exportations tunisiennes), à 28 milliards de dinars, contre 60 milliards enregistrés au cours de la même période de 2019. Il a précisé que l'activité d'exportation de fruits vers le marché libyen a repris normalement, depuis le début du mois d'octobre 2020.

Les quantités exportées ont atteint près de 3600 tonnes dont 2300 tonnes de grenades, après un arrêt quasi-total en septembre 2020. Ceci a pu se réaliser grâce à la reprise de l'activité de la ligne maritime entre la Tunisie et la Libye.

Il a fait remarquer que l'évolution des exportations vers la Libye reste tributaire de l'ouverture des frontières terrestres. Au cours des années 2019-2020, le rythme d'exportation des fruits vers tous les marchés, a enregistré une baisse de 48%, à 25 682 tonnes contre 46 344 tonnes, précisant qu'en valeur, la baisse est de 34%.



La crise de la Covid-19 pèsera sur le bilan des banques

Le secteur bancaire accusera une dégradation ponctuelle de sa productivité (repli du PNB et hausse des charges d'exploitation), ainsi que sa rentabilité en 2020 (décroissance du PNB et hausse des frais généraux), provenant notamment des dons aux structures de l'Etat pour lutter contre la Covid-19, et de la flambée du coût du risque, selon Tunisie Valeurs.

La revue de recherche publiée mardi 10 novembre par l'intermédiaire en Bourse montre que les dons octroyés par les banques aux structures de l'Etat, comme le Fonds 1818 dédié à la lutte contre la Covid-19, biaiseront d'autant plus la comparabilité avec l'exercice 2019.

Tunisie Valeurs considère ces dons (d'une valeur globale de 105,6 MDT pour l'ensemble

du secteur en 2020) comme des charges faisant partie des surcoûts de la crise actuelle. En conséquence, le secteur bancaire devrait afficher une progression de son coefficient d'exploitation de 7,3 points de taux, à 52,3% en 2020.

Cela s'explique par le durcissement du cadre opérationnel en raison des retombées de la crise de la Covid-19 sur la sphère



1er exportateur d'huile d'olive

La Tunisie a occupé le premier rang mondial des pays exportateurs d'huile d'olive en volume, en dehors de l'Union Européenne, pour la campagne 2019/2020, a déclaré le PDG de l'Office national de l'huile (ONH), Chokri Bayouhd, dans une interview accordée à l'agence TAP.

Il a assuré que malgré les répercussions de la pandémie de la COVID-19, la Tunisie a pu préserver son avance sur la carte mondiale d'exportation de l'huile d'olive. L'Union européenne absorbe près de 80% des exportations tunisiennes de l'huile d'olive. Au cours de la campagne 2019-2020, la Tunisie a exporté 365 mille tonnes d'huile d'olive d'une valeur totale de l'ordre de 2,225 milliards de dinars (environ 4,25% du budget de l'Etat pour 2020), vers 54 pays.

La Tunisie demeure aussi, le premier exportateur d'huile d'olive vers le Canada et les Etats-Unis avec 55 mille tonnes.

économique et financière et des mesures de soulagement des entreprises et des ménages mises en place par la Banque centrale. Cette crise devrait peser sur le bilan des banques (trésorerie et qualité du portefeuille) et sur leur rentabilité dans les mois à venir. Cette crise est susceptible de creuser davantage les disparités entre les banques, alimentant un mouvement de "Flight to Quality" (la fuite vers la qualité).

Les banques cotées ont cumulé sur l'année 2019 une croissance des dépôts de 8,3%, à 66,2 milliards de dinars; un rythme en ligne avec l'année 2018. Les chiffres de la première moitié de l'année en cours sont globalement rassurants au rayon du PNB, puisque la baisse du PNB a été contenue à 3%, en glissement annuel.

D'après les valorisations et opinions de Tunisie Valeurs, les résultats donnés par l'analyse Scoring permettent de classer les valeurs bancaires comme suit :

1- Les Blue Chips : Les banques les plus réactives de la place qui ont maintenu une politique de crédit dynamique sur les dernières années et qui affichent une collecte bon marché et les ratios prudentiels les plus solides sont les plus à même de résister à la crise de la Covid-19, à l'assèchement de la

liquidité et au durcissement du cadre réglementaire. Avec des fondamentaux qui se distinguent nettement de la concurrence, Attijari Bank et BIAT devraient continuer à profiter d'un mouvement de "Flight To Quality".

2- Les bonnes valeurs : Les banques qui affichent des leviers de rentabilité partiellement exploités et des valorisations qui reflètent leurs fondamentaux actuels et les risques conjoncturels à court terme, c'est le cas de la BT, de la BH et de l'UIB.

3- Les valeurs sous-surveillance : les analystes de Tunisie Valeurs indiquent " suivre de plus près les titres Amen Bank, BNA, STB, UBCI et ATB. Ces valeurs méritent un détour dans l'attente d'un ajustement technique que nous pensons légitime compte tenu de leur valorisation abordable".

4- Les valeurs à alléger : "Les banques qui présentent un profil de risque plus élevé que la concurrence. Le contexte pénalisant avec lequel coïncide le démarrage de Wifack International Bank, le manque de visibilité sur les perspectives de la BTE et la dégradation importante attendue de la rentabilité en 2020, nous incitent à la prudence. Nous préférons réduire notre exposition à ces valeurs en attendant des jours meilleurs", concluent ces analystes.

Attijari bank lance un service de paiement mobile et d'ouverture de compte Full Digitale



Dans le cadre de sa stratégie RSE et en lien avec sa vision du digital, Attijari bank renouvelle son soutien aux initiatives innovantes favorisant l'inclusion financière.

C'est dans un contexte de crise sanitaire mondiale favorisant le recours aux moyens de paiement électroniques, qu'Attijari bank lance ses services de paiement mobile via l'application Flouci, en collaboration avec « Kaoun ».

Le lancement de l'application Mobile « Flouci » s'inscrit dans l'orientation nationale de

decashing et d'inclusion financière et rejoint l'initiative TPE, lancée également dans cet esprit.

Aussi, l'incubation de « Kaoun » au sein d'Attijari bank s'inscrit dans sa démarche de soutien aux Fintech et d'encouragement de l'Open innovation.

Ainsi, « Flouci » est un service innovant qui permet:

- L'ouverture à distance d'un compte bancaire (particulier) Webank 100% en ligne en mode Full Digital en se basant sur un processus d'authentification

à distance et un entretien en visioconférence. Cet entretien est sécurisé et assure une conformité réglementaire absolue ;

- L'obtention de la signature électronique DIGIGO, attribuée par « Kaoun » étant une Autorité d'Enregistrement Déléguée auprès de Tuntrust ;

- L'ouverture à distance d'un « Wallet Flouci », rattaché au compte Webank permettant d'assurer la sécurité des transactions.

Le compte « Wallet Flouci », adossé au compte principal du client Webank, permet à son titulaire de transférer de l'argent en temps réel vers d'autres Wallets Flouci et de payer, en temps réel, des commerçants affiliés « Flouci », grâce à la technologie des codes QR.

Ainsi, Attijari bank s'inscrit dans une démarche volontariste de promotion du « Mobile Payment » via la contribution active à la démocratisation d'un écosystème de paiement innovant.



Assurances Maghrebias utilise la technologie mobile pour la digitalisation du parcours client en cas de sinistre automobile

Assurances Maghrebias, acteur de référence et leader en matière d'assurances et de réassurance en Tunisie, a tenu à son siège social une cérémonie pour célébrer la signature d'une convention de partenariat avec la start up AVIDEA (DigiConstat) ayant pour objet la mise en place de deux plateformes, DigiClaim et DigiFraude, pour la déclaration et le suivi des sinistres automobile en ligne.

Désormais, les clients d'Assurances Maghrebias ont la possibilité de remplir une déclaration de sinistre automobile en ligne, d'interagir avec les différents acteurs (compagnie, Experts), et de suivre leurs dossiers sinistres en temps réel

et depuis un smartphone.

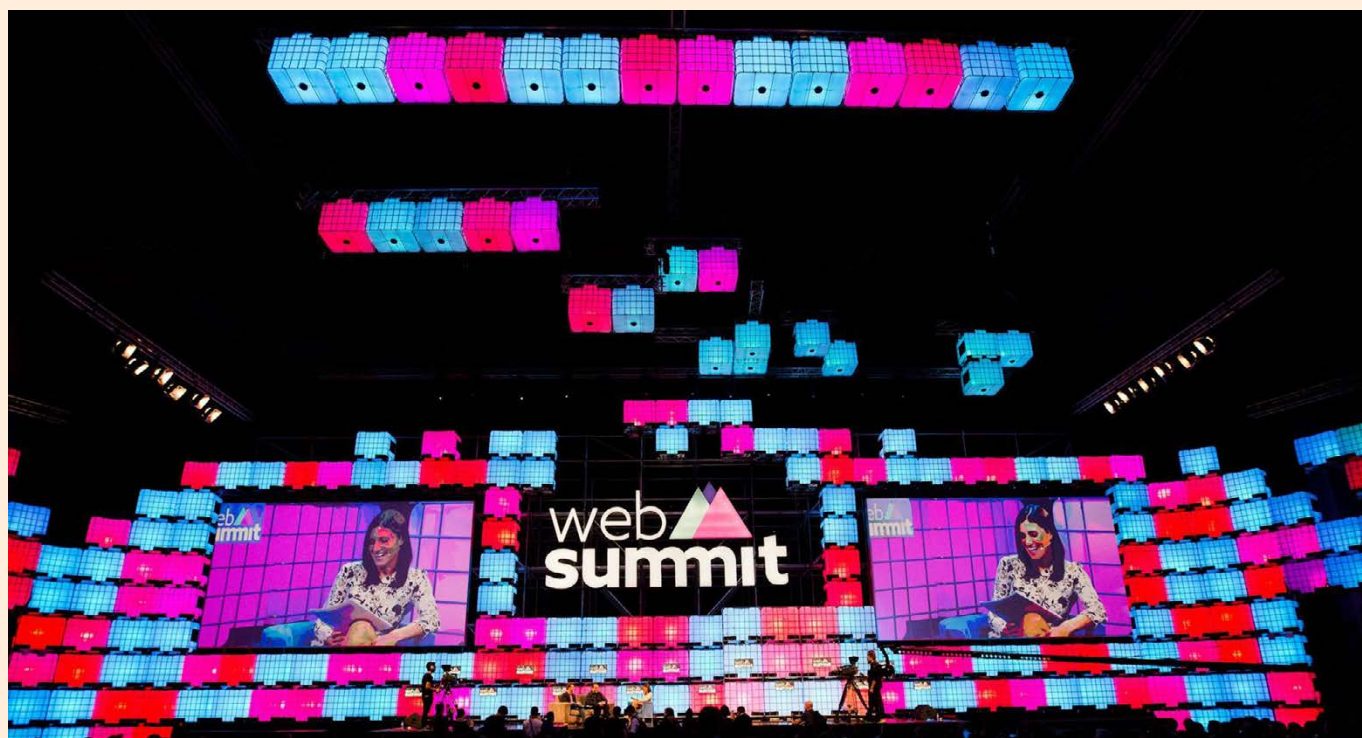
A travers ce partenariat, les deux équipes AVIDEA et Assurances Maghrebias ont partagé leurs savoir-faire grâce à une expérience collective innovante pour mieux servir les clients de Maghrebias, et ce dès le moment où se produit l'accident jusqu'au règlement du sinistre.

Pour bien illustrer qu'on dans l'ère du digital, la signature dudit contrat a été faite électroniquement à travers des tablettes.

«À travers ce partenariat, Assurances Maghrebias vise à mettre à profit la double culture, l'agilité des start up et l'expertise d'un assureur de référence tout en

mettant la technologie au service de nos clients. Encourager les jeunes entrepreneurs à entrer dans le cadre de notre politique RSE», a déclaré Habib Ben Hassine, directeur général de Maghrebias

Pour sa part, Jaafar Nasri, CEO de AVIDEA, dira que « remettre l'expérience client au centre de notre stratégie et réduire les délais de traitement d'un sinistre automobile, c'est notre mission principale avec Assurances Maghrebias. Nous apprécions énormément l'agilité de ses équipes pendant la période d'intégration et nous sommes ravis d'être sélectionnés pour accomplir cette mission ».



20 startups tunisiennes participent à l'édition virtuelle du salon Web Summit à Lisbonne

Le Centre de Promotion des Exportations organise en partenariat avec le bureau de consulting Ernst & Young, la participation officielle de 20 startups tunisiennes à l'édition virtuelle du salon Web Summit, prévue du 02 au 04 Décembre 2020 à Lisbonne.

Considéré comme la plus grande conférence technologique en Europe, le web Summit est un

mélange atypique de salon professionnel, de conférences et d'évènements de networking. Plus de 2500 startups, 1500 investisseurs et 800 conférenciers seront attendus lors de cette édition virtuelle.

Les startups tunisiennes innovantes avec un fort potentiel à l'international, peuvent déposer leurs candidatures au lien suivant: <https://lnkd.in/dSYV5pV>.

Les 20 startups sélectionnées auront l'occasion d'accroître leur visibilité, de rencontrer des partenaires et de faire du réseautage avec des contacts qualifiés, en bénéficiant d'une visibilité sur la page web de l'évènement, d'un accès à l'application de réseautage de l'évènement et de la participation aux réunions d'investisseurs (investors meeting matchmaking platform) ainsi qu'aux différents workshops.



Les start-up tunisiennes Ahkili et Ahmini, 1er prix du Grand Prix et Prix Féminin International

En 2020, le **Prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique et Moyen-Orient (POESAM)** souffle sa dixième bougie ! En plus du Grand Prix International qui récompense historiquement trois lauréats avec des prix allant de 10 000€ (3ème place) à 25 000€ (1ère place), Orange a lancé deux nouveaux prix lors de cette édition :

- **le Prix Féminin International** d'une valeur de 20 000€,

soutenu par la Diversité et Inclusion du Groupe Orange

- et **le Prix Spécial 10ème année** d'une valeur de 10 000€.

En outre, un projet s'est vu attribuer une mention spéciale, le «Coup de Cœur» du jury.

Ce sont donc au total six prix qui ont été décernés par le jury du Grand Prix International du POESAM.

Après une phase de compétition nationale dans les 17 filiales africaines d'Orange qui a permis de détecter et de soutenir 41 gagnants, 18 finalistes ont été sélectionnés pour accéder à la compétition internationale qui s'est tenue à l'occasion de l'AfricaTech Festival, le plus important salon de la technologie en Afrique. A l'issue des présentations, le jury, composé d'experts de l'entrepreneuriat social en Afrique s'est alors réuni

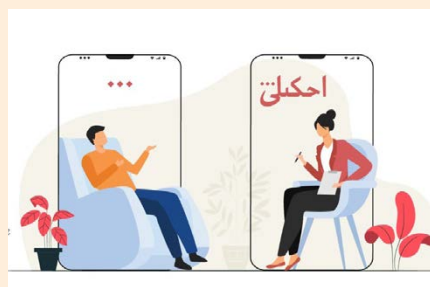
pour désigner les gagnants de la 10ème édition du POESAM.

Les grands gagnants de la compétition internationale

Lors de l’AfricaTech Festival, organisé en ligne du 9 au 12 novembre 2020, s’est tenue le 9 novembre, la e-cérémonie, présidée par Mme Elizabeth Tchoungui, Directrice RSE, Diversité et Solidarité du Groupe Orange et Présidente déléguée de la Fondation Orange et M. Alioune Ndiaye, Directeur Général d’Orange Middle East & Africa qui ont révélé les gagnants.

Pour le Grand Prix International, les 3 lauréats sont :

1er prix : Ahkili (Tunisie), un service innovant d’assistance psychologique par téléphone qui couvre toute l’Afrique du Nord, disponible sept jours sur sept, pour faciliter le contact avec des psychologues qualifiés, sans prise de rendez-vous.



2ème prix : Teliman (Mali) le premier service de taxi-moto malien à la demande, à Bamako.

3ème prix : Weeglo (Liberia) un projet offrant une solution d’apprentissage en ligne dédiée au système éducatif libérien.

Pour le Prix International Féminin, le projet gagnant est :

Ahmini (Tunisie), une plateforme numérique facilitant l’affiliation des femmes rurales au système de couverture sociale et sanitaire tunisien.



Pour le Prix Spécial 10ème année, le grand gagnant est :

Toto Riibô (Burkina-Faso), un service burkinabé de commande et de livraison de repas cuisinés par des restauratrices de rue à Ouagadougou.

Cette année, un projet a particulièrement retenu l’attention du jury international, qui a décidé de lui attribuer le prix «Coup de Cœur» du jury. Le gagnant est :

SOBATIC (Burkina-Faso), une structure de formation et de conception d’outils informatiques à destination des personnes malvoyantes.



► Des magazines, des Hors-séries, des Revues, des Documents et des eBook...

Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

17/11/2020

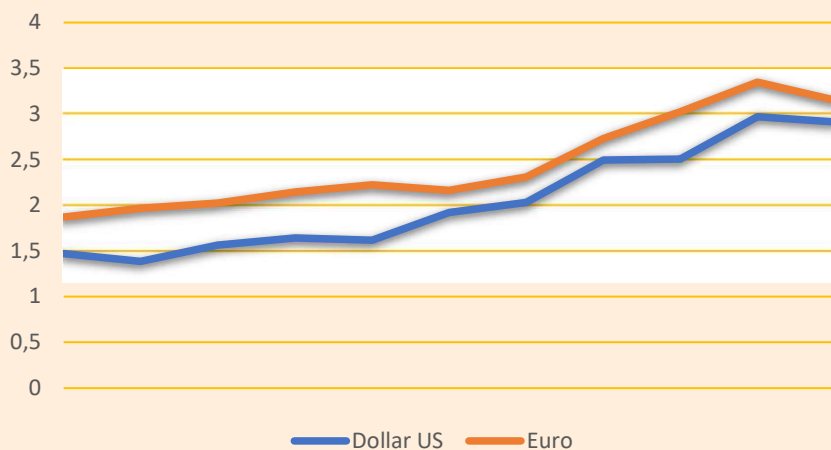
MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2130
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,0894
DOLLAR DES USA	USD	1	2,7389
LIVRE STERLING	GBP	1	3,6309
YEN JAPONAIS	JPY	1000	26,3013
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	2,9992
FRANC SUISSE	CHF	10	30,1213
EURO	EUR	1	3,2538
DINAR LIBYEN	LYD	1	2,0154
Yuan Chinois	CNY	1	0,4170

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	2,7845	3,3101
6 MOIS	2,8265	3,3665

Cours de devises en dinar Tunisien

Evolution Mai 2010 - 2020



6,08%

TMM

17/11/2020



6,25%

TID

17/11/2020



6,30%

TMM

Octobre 2020



5,00%

TRE

Novembre 2020



21,559

Milliard

Avoirs en devise

18/11/2020

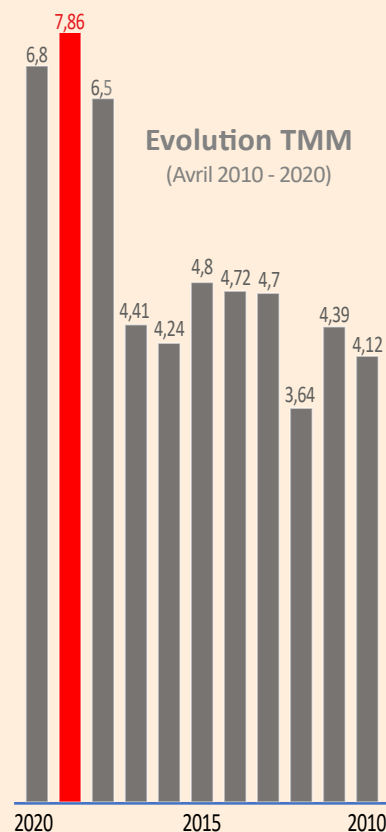


149

Jours

d'importation

18/11/2020



Assouplissement des conditions de radiation des créances irrécouvrables des banques

La nouvelle version rectifiée du Projet de Loi de Finances complémentaire 2020 soumise, hier vendredi, à l'ARP, prévoit dans son article 3, un assouplissement des conditions de radiation des créances irrécouvrables des banques et des établissements financiers, régie par l'article 48 du Code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

En effet, conformément aux dispositions du paragraphe " VII quaterdecies " de l'article 48 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et

de l'impôt sur les sociétés, les créances à radier doivent avoir fait l'objet d'un jugement.

Aussi, un délai fixé à 5 ans est accordé aux banques et aux établissements financiers susmentionnés à compter de la date de la radiation pour leur permettre de régulariser leur situation et obtenir un jugement irrévocable en ce qui concerne les créances objet de la radiation.

Ainsi, et à défaut de l'obtention des banques et des établissements financiers concernés d'un jugement irrévocable dans ledit

délai, les créances qui ne sont pas totalement couvertes par les provisions requises et ayant été radiées, sont réintégrées aux résultats soumis à l'impôt du premier exercice suivant ladite période de cinq ans. D'après la copie révisée du PLFC 2020, la condition relative l'obtention des banques et des établissements financiers concernés d'un jugement irrévocable dans un délai de 5 ans, constitue, dans la pratique, une entrave à la radiation des dites créances et à l'assainissement des bilans de ces établissements, vu la longueur des délais de litige.

Kiosque Numérique WMC

nouvelle version

Par ailleurs, la Banque mondiale a aussi considéré, dans le cadre de son appui technique au gouvernement tunisien, que ladite condition empêche les banques de régulariser la situation des créances irrécouvrables dans des délais acceptables, ce qui impacte négativement, leur capacité à octroyer de nouveaux crédits et à financer l'investissement et l'économie. La BM a ainsi recommandé de supprimer cette condition et de la remplacer par des conditions assouplies et réalisables, à l'instar de ce qui est fait au Maroc.

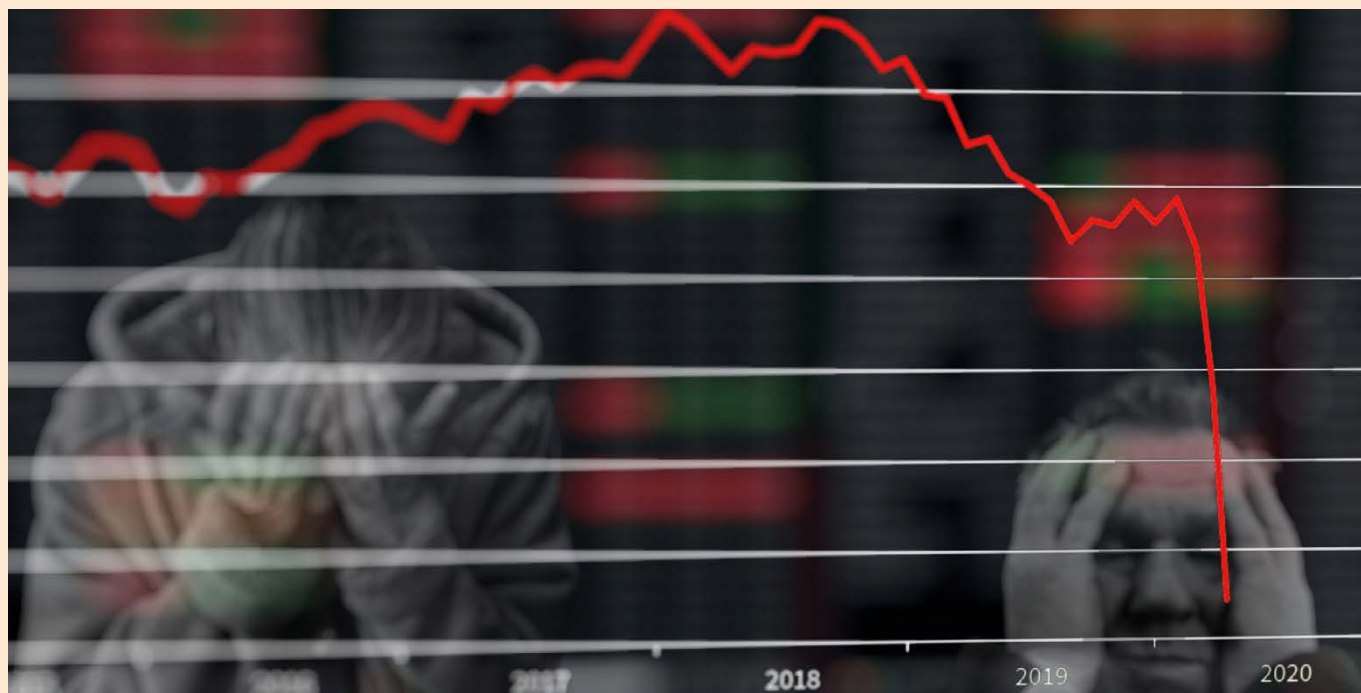
Le PLFC 2020 révisé, propose ainsi, d'abandonner la condition relative à l'obtention des banques et des établissements financiers concernés d'un jugement irrévocable dans un délai de 5 ans et de la remplacer par les conditions suivantes :

Les créances à radier doivent être classées parmi les actifs difficilement recouvrables (les actifs compromis (Classe 4)), pendant au moins 5 ans.

Les banques et les établissements financiers concernés doivent avoir déjà engagé les procédures de poursuite judiciaire concernant les créances concernées par la radiation et poursuivre les procédures en question.



- **Des magazines, des Hors-séries, des Revues, des Documents et des eBook...**
- **Des nouvelles publications toutes les semaines...**



Bourse - Covid-19

Un séisme financier inédit

La Bourse de Tunis figure parmi les marchés les moins touchés par la crise en Afrique et dans la région MENA, avec une correction annuelle de 4,9%, jusqu'au 31 août 2020, selon la revue de recherche publiée mardi, par l'intermédiaire en bourse Tunisie Valeurs.

La bonne gestion de la crise et son faible coût humain, poussant les autorités à entamer le déconfinement progressif ont alimenté une reprise boursière, depuis le début du mois de mai jusqu'au mois de juin. Le mouvement de rattrapage

boursier a pris fin au mois de juillet, sur fond d'instabilité politique en raison de la démission du Chef du Gouvernement suivie par l'afflux des indicateurs d'activité du 2e trimestre 2020, laissant entrevoir les dégâts de la crise de la COVID-19.

Après un début d'année "morose" perturbé par les tractations politiques autour de la formation du premier Gouvernement post-élections de 2019, le marché a succombé à un mouvement de panique depuis la découverte du premier cas positif COVID-19 en

Tunisie (début mars).

Les pressions vendeuses ont atteint leur paroxysme les séances du 13, 16 et 17 mars derniers au cours desquelles le Tunindex a cumulé une baisse de 10%. Le décret du confinement général à partir du 22 mars, le desserrement de la politique monétaire (baisse du taux directeur de 100 points de base à 6,75% et l'assouplissement de la réglementation prudentielle et de la politique de refinancement) et l'annonce de mesures exceptionnelles par les pouvoirs publics et

la BCT en faveur des entreprises et des particuliers ont contribué à restaurer la confiance des investisseurs dans les actions cotées. C'est surtout la décision des autorités du marché d'écourter les séances de cotation et de rétrécir la fourchette des variations des cours à $\pm 3\%$ par séance (contre $\pm 6\%$ auparavant) qui a limité le coup de froid sur le marché.

Quasiment toutes les sociétés cotées seront négativement impactées de près ou de loin par la crise actuelle. Les mesures d'endiguement de la propagation du virus, les fermetures des frontières, les restrictions à la circulation des biens et des services et les fermetures provisoires d'usines génèrent des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et introduisent des distorsions dans les cycles de production et de distribution des sociétés,

L'épidémie a, par ailleurs, un impact majeur sur la confiance des consommateurs et des investisseurs qui sont portés à l'attentisme et enclins de surseoir à leurs gros achats et à reporter leur programme d'investissement.

Les retentissements de la crise actuelle jettent une ombre sur les perspectives des sociétés cotées au moins sur les deux prochains exercices (période 2020-2021).

Par ailleurs, le constat est moins brillant sur le front des échanges. Le volume des transactions s'est contracté de 15% (depuis le début de l'année et jusqu'au 31 août 2020), comparativement à la même période de 2019.

La crise actuelle a, de surcroît, accentué la défiance des investisseurs étrangers vis-à-vis de la place de Tunis.

Longtemps préoccupés par les difficultés post-Révolution de l'économie tunisienne et par les craintes quant à un nouvel épisode du glissement du dinar, les investisseurs étrangers ont été davantage refroidis par le spectre de la récession en Tunisie et ailleurs dans le monde. Les investisseurs étrangers ont enregistré depuis le début de l'année, un flux net vendeur de 35,5 MD.

Force est de constater que la Tunisie, à l'instar de la crise des Subprimes de 2008, n'a pas connu un retrait massif des investisseurs étrangers comme cela a été le cas pour la majorité des places financières internationales. Représentant 24% de la capitalisation boursière globale, la participation étrangère a pour l'essentiel une vocation stratégique et stable. Une très faible part de la capitalisation des étrangers est flottante et volatile. Estimée aux alentours de 2% à 4%, cette frange d'investisseurs de portefeuille a généralement

(à moyen et long termes) peu d'effets sur les mouvements du marché .

Sur le compartiment obligataire, huit émissions obligataires ont pu être clôturées depuis le début de l'année pour une enveloppe totale de 163 MD (contre six levées pour 176 MDt à la même période en 2019).

Cette crise mettra encore sous pression les équilibres macroéconomiques du pays qui allaient mal longtemps avant l'épidémie. Les marges de manœuvre des pouvoirs publics et de la BCT sont minces.

Le Gouvernement préoccupé par le niveau élevé de la dette publique et engagé depuis 2019 dans un processus d'assainissement budgétaire ne pourrait pas mettre en place un plan de relance massif qui subviendrait aux besoins de tous les opérateurs économiques, dont une grande partie est absente des statistiques officielles.

Cette frange des métiers informels et semi-informels assurent une grande partie du fonctionnement normal de l'économie. Sans eux, les pouvoirs publics ne pourraient pas remettre en marche rapidement la roue de l'économie, considèrent les analystes de Tunisie valeurs.



Bourse

Un marché en hausse

Le marché boursier a affiché une tendance résolument haussière pour la semaine du 9 au 13 novembre 2020. L'indice de référence a cumulé un gain de 1,1%, à 6643,39 points. Le Tunindex réduit, ainsi, sa contre-performance annuelle à -6,7%, à ce jour, rapporte l'intermédiaire en Bourse Tunisie Valeurs. Les volumes ont été maigres et continuent à être pénalisés par l'absence de transactions de bloc. 14,8 MD ont été échangés sur la semaine, soit une moyenne quotidienne de 3 MD.

Analyse des valeurs

La meilleure performance de la semaine est revenue au titre ALKIMIA. Dans un volume anémique de mille dinars, l'ac-

tion s'est envolée de 12,5%, à 38,630 D. Le titre Monoprix a également figuré parmi les plus grands gagnants de la semaine. Son cours a signé une avancée de 11%, à 6,650 D, en amassant des capitaux de 656 mille dinars. Selon les indicateurs d'activité au 30 septembre 2020, la société mère du groupe a cumulé sur les neuf premiers mois de l'année en cours un chiffre d'affaires de 465 MD, en quasi-stagnation par rapport à la même période de l'année 2019.

BH Leasing a été la valeur la plus sanctionnée de la semaine. Dans un flux de 11 mille dinars, l'action a dévissé de 7,5%, à 1,230 D. La filiale du Groupe BH est le leaseur le plus boudé en bourse

depuis le début de l'année (une contreperformance de -30%).

Victime d'un courant vendeur, le titre UNIMED a lâché 2,6%, à 10,230 D, dans un volume de 335 mille dinars. La société a publié la semaine du 6 novembre dernier un communiqué annonçant la signature d'une lettre d'intention avec un partenaire financier East Lane Partners, en vue d'une prise de participation majoritaire dans la société.

SAH Lilas a été l'action la plus dynamique de la semaine. Terminant sur une note positive (+3,7% à 12,290 D), le titre a drainé des échanges de 1,4 MD.

IG-BES

L'actualité du marché boursier

Les nouvelles du marché boursier pour la semaine du 9 au 13 novembre 2020, telles que rapportées, vendredi, par l'intermédiaire en Bourse Tunisie Valeurs.

SOTUMAG : Croissance du chiffre d'affaires de 7% au 30 juin 2020

Malgré la crise de la COVID-19, le gestionnaire du marché de gros a gardé le cap sur la croissance. La société a terminé les six premiers mois de 2020 avec une croissance du chiffre d'affaires de 7% à 7,3 MD et une progression du résultat net de 16% à 2,4 MD.

SERVICOM: Un déficit record de 66 MD au 31 décembre 2018

C'est avec plus d'une année de retard que le Groupe SERVICOM a publié ses états financiers consolidés de l'exercice 2018. Ces derniers font état d'un déficit record de 66 MD plombant les fonds propres (des fonds propres qui basculent en territoire négatif à -32,8 MD).

Cette contreperformance résulte de l'effet ciseau entre la chute

du chiffre d'affaires (-59% à 20,6 MD) et la flambée des charges d'exploitation dont principalement les dotations aux provisions, qui ont été multipliées par 5 à 36,6 MD. La constatation de ses provisions résulte des difficultés économiques et de trésorerie rencontrées par les différentes filiales notamment SERVITRA, en redressement judiciaire, et SERVICOM IT, mise en faillite.

Suite au non-respect du fonds d'investissement GEM de ses obligations contractuelles vis-à-vis de SERVICOM, une demande d'arbitrage a été introduite par deux cabinets d'avocats " Viguié Schmidt & Associés " (Paris) et " DW " (Londres) à la London Court of International Arbitration (LCIA) en date du 12 mars 2019. La requête porte sur un dédommagement d'un montant de 60 MD. Un expert indépendant (le cabinet FTI) a été nommé afin de confirmer le montant du dédommagement réclamé par la société SERVICOM S.A. Selon le dernier calendrier arrêté par les différentes parties, la sentence arbitrale devrait être rendue courant le mois d'avril 2021.

Pour approuver les comptes de

2018, SERVICOM tiendra une Assemblée Générale Ordinaire le 24 novembre 2020 à l'IACE à partir de 15H00.

SOTETEL: Appel à candidature pour la désignation de trois représentants des actionnaires minoritaires au conseil d'administration

SOTETEL lance un deuxième appel à candidature pour désigner trois représentants des actionnaires minoritaires, devant siéger dans son Conseil d'Administration. Est considéré comme actionnaire minoritaire, tout actionnaire détenant individuellement au plus 0,5 % du capital et les institutionnels détenant individuellement au plus 5 % du capital.

Le dossier de candidature doit parvenir à la SOTETEL par voie postale sous pli fermé recommandé avec accusé de réception ou par rapide poste ou par porteur contre décharge à l'adresse suivante : SOTETEL Rue des Entrepreneurs ZI Charguila II. La date limite de réception des candidatures est le 7 décembre 2020 à 16H30.

Tunindex**6 643,39**Var. Année **-6,72 %**
13/11/2020**Tunindex 20****2 858,59**Var. Année **-8,63 %**
13/11/2020Volume semaine **14,077** Million DTCapitalisation **21,858** Milliard DTPER marché **9,26**
(Octobre)

INDICES SECTORIELS

Code ICB		INDICE	Var An
8000	Sociétés Financières	4 046,77	-18,15%
8300	Banques	3 692,12	-20,68%
8500	Assurances	12 531,46	8,64%
8700	Services Financiers	5 242,89	7,20%
5000	Services aux Consommateurs	2 488,02	-4,77%
5300	Distribution	3 878,75	-4,88%
3000	Biens de Consommations	8 453,26	13,16%
3300	Automobile et équipements	1 208,53	-26,26%
3500	Agro-Alimentaire et Boissons	10 832,53	15,33%
3700	Produits Ménagers et de Soins Personnel	2 343,62	9,08%
2000	Industries	1 330,04	10,19%
2300	Batiment et Matériaux de Constructions	631,99	21,10%
1000	Matériaux de Base	2 723,26	-26,97%

+ FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

	CLOTURE	VAR. Hebdo
ALKIMIA	38,630	12,45%
STAR	128,900	12,08%
MONOPRIX	6,650	11,01%
TUNINVEST-SICAR	10,510	10,05%
UADH	1,320	9,09%

+ FORTES BAISES DE LA SEMAINE

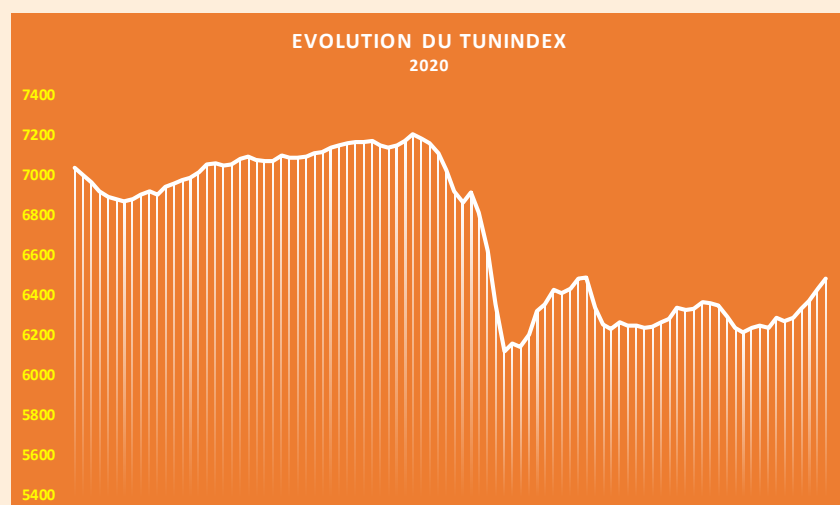
	CLOTURE	VAR. Hebdo
BH LEASING	1,230	-7,51%
BH ASSURANCE	47,500	-3,04%
BTE (ADP)	8,100	-2,99%
MAGASIN GENERAL	18,890	-2,62%
UNIMED	10,230	-2,57%

+ FORTES BAISES DE L'ANNEE

	CLOTURE	VAR. Hebdo
ICF	58,990	-51,21%
STEQ	4,360	-41,87%
MPBS	3,530	-39,14%
ASSAD	4,500	-37,50%
MIP	0,140	-36,36%

+ FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

	VOLUME (MDT)	% Volume Total
SERVICOM	2,130	249,18%
TUNIVEST SICAR	10,510	108,95%
ADWYA	4,470	75,98%
BH ASSURANCES	47,500	48,44%
GIF	0,900	47,54%



WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL (2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien
CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)

COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		13/11/2020	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Déc. 2019	Semaine précédente	De la semaine			
SOCIETES FINANCIERES								9 178,711
BANQUES								7 625,073
Amen Bank	5	26 481 000	29,190	24,100	23,900	-0,83%	-18,12%	632,896
ATB	1	100 000 000	4,060	2,970	2,960	-0,34%	-27,09%	296,000
BH Bank	5	47 600 000	11,940	8,980	9,120	1,56%	-23,62%	434,112
BIAT	10	17 000 000	114,000	91,400	92,500	1,20%	-18,86%	1 572,500
BNA	5	64 000 000	11,890	8,580	8,530	-0,58%	-28,26%	545,920
Banque de Tunisie	1	225 000 000	7,800	6,550	6,600	0,76%	-15,38%	1 485,000
BTE (ADP)	20	1 000 000	9,230	8,350	8,100	-2,99%	-12,24%	8,100
STB	5	155 375 000	4,680	3,290	3,290	0,00%	-29,70%	511,184
Attijari Bank	5	40 741 997	32,690	25,050	25,100	0,20%	-23,22%	1 022,624
UBCI	5	20 001 529	30,000	20,000	21,000	5,00%	-30,00%	420,032
UIB	5	32 560 000	22,890	15,890	15,510	-2,39%	-32,24%	505,006
Wifak Bank	5	30 000 000	6,850	6,500	6,390	-1,69%	-6,72%	191,700
ASSURANCES								915,492
ASTREE	5	6 000 000	44,010	57,980	57,980	0,00%	31,74%	347,880
BH Assurances	5	2 660 000	32,000	48,990	47,500	-3,04%	48,44%	126,350
STAR	10	2 307 693	137,160	115,000	128,900	12,09%	-6,02%	297,462
Tunis RE	5	20 000 000	7,990	7,280	7,190	-1,24%	-10,01%	143,800
LEASING								357,014
ATL	1	32 500 000	1,700	1,690	1,720	1,78%	1,18%	55,900
BH Leasing	5	7 000 000	1,750	1,330	1,330	0,00%	-24,00%	9,310
Best Lease	1	30 000 000	1,850	1,720	1,720	0,00%	-7,03%	51,600
CIL	5	5 000 000	14,950	16,240	16,240	0,00%	8,63%	81,200
Hannibal Lease	5	8 036 000	4,540	3,370	3,380	0,30%	-25,55%	27,162
Attijari Leasing	10	2 750 000	12,500	9,990	10,280	2,90%	-17,76%	28,270
Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	8,400	9,840	9,590	-2,54%	14,17%	103,572
SOCIETES D'INVESTISSEMENTS								281,133
PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	46,500	44,300	46,980	6,05%	1,03%	46,980
SPDIT Sicaf	1	28 000 000	8,410	7,800	8,000	2,56%	-4,88%	224,000
Tuninvest Sicar	1	966 000	5,030	9,550	10,510	10,05%	108,95%	10,153
INDUSTRIES								8 747,655
HOLDING								2 517,917
OneTech Holding	1	53 600 000	13,510	11,990	12,050	0,50%	-10,81%	645,880
Poulina GH	1	180 003 600	13,100	10,400	10,400	0,00%	-20,61%	1 872,037
AGRO-ALIMENTAIRE								4 585,847
CEREALIS	1	4 888 889	6,070	7,700	7,700	0,00%	26,85%	37,644
Delice Holding	10	54 907 262	10,370	14,400	14,650	1,74%	41,27%	804,391
LAND'OR	1	11 226 376	7,900	7,100	7,020	-1,13%	-11,14%	78,809
SFBT	1	198 000 000	19,010	18,150	18,330	0,99%	-3,58%	3 629,340
SOPAT	1	27 861 250	1,690	1,280	1,280	0,00%	-24,26%	35,662
PHARMACEUTIQUE								431,348
ADWYA	1	21 528 000	2,540	4,380	4,470	2,05%	75,98%	96,230
SIPHAT	5	1 800 000	5,030	4,110	4,310	4,87%	-14,31%	7,758
UNIMED	1	32 000 000	9,370	10,500	10,230	-2,57%	9,18%	327,360
COMPOSANTS AUTOMOBILE								73,164
ASSAD	1	12 000 000	7,200	4,520	4,500	-0,44%	-37,50%	54,000
GIF	1	10 536 994	0,610	0,870	0,900	3,45%	47,54%	9,483
STEQ	5	1 400 000	7,500	4,360	4,360	0,00%	-41,87%	6,104
STIP	1	4 207 824	1,100	0,850	0,850	0,00%	-22,73%	3,577

COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		13/11/2020	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)	
			Décembre 2019	Semaine précédente	De la semaine				
CIMENTIER								623,093	
Carthage Cement	1	343 624 940	1,190	1,490	1,580	6,04%	32,77%	542,927	
Ciments de Bizerte	1	44 047 290	1,840	1,800	1,820	1,11%	-1,09%	80,166	
CHIMIE								322,592	
Air Liquide	25	1 601 907	70,000	76,500	77,090	0,77%	10,13%	123,491	
ALKIMIA	10	1 947 253	49,990	34,350	38,630	12,46%	-22,72%	75,222	
ICF	10	2 100 000	120,900	58,000	58,990	1,71%	-51,21%	123,879	
INDUSTRIES DIVERSES								1 871,932	
AMS	5	6 577 192	0,640	0,860	0,930	8,14%	45,31%	6,117	
Euro-Cycle	1	8 910 000	18,840	23,850	23,800	-0,21%	26,33%	212,058	
MPBS	2	7 813 500	5,800	3,590	3,530	-1,67%	-39,14%	27,582	
New Body Line	1	4 250 400	4,990	4,100	4,470	9,02%	-10,42%	18,999	
Office PLAST	1	11 226 376	2,690	1,950	2,000	2,56%	-25,65%	22,453	
SAH Lilas	1	65 345 762	11,750	11,850	12,290	3,71%	4,60%	803,099	
Atelier Meubles Int	1	4 634 696	4,000	2,820	2,800	-0,71%	-30,00%	12,977	
SIAME	1	14 040 000	4,130	3,480	3,670	5,46%	-11,14%	51,527	
SANIMED	1,109	12 400 000	1,850	1,630	1,630	0,00%	-11,89%	20,212	
SOMOCER	1	40 656 000	0,940	1,020	1,070	4,90%	13,83%	43,502	
SOTEMAIL	1	30 200 000	2,900	3,290	3,300	0,30%	13,79%	99,660	
SOTUVER	1	27 253 600	8,350	6,730	6,720	-0,15%	-19,52%	183,144	
SOTIPAPIER	1,09	27 941 666	6,980	4,680	4,740	1,28%	-32,09%	132,443	
SOTRAPIL	5	4 138 200	11,820	11,900	12,000	0,84%	1,52%	49,658	
TPR	1	50 000 000	4,740	3,600	3,770	4,72%	-20,46%	188,500	
IMMOBILIER								93,294	
SIMPAR	5	1 100 000	39,890	38,580	38,580	0,00%	-3,28%	42,438	
SITS	1	15 600 000	2,150	2,200	2,360	7,27%	9,77%	36,816	
ESSOUKNA	1	5 050 500	2,160	2,580	2,780	7,75%	28,70%	14,040	
TECHNOLOGIE								100,398	
AETECH	1	2 223 334	0,330	0,580	0,580	0,00%	75,76%	1,290	
TELNET Holding	1	12 130 800	9,300	8,240	8,170	-0,85%	-12,15%	99,109	
SERVICES								1 325,120	
DISTRIBUTION AUTOMOBILE								686,294	
ARTES	1	38 250 000	4,880	4,120	4,140	0,49%	-15,16%	158,355	
CITY CARS	1	18 000 000	7,330	7,600	7,620	0,26%	3,96%	137,160	
ENNAKL Auto	1	30 000 000	12,000	11,400	11,400	0,00%	-5,00%	342,000	
UADH	1	36 953 847	0,940	1,210	1,320	9,09%	40,43%	48,779	
AUTRES SERVICES								171,817	
CELLCOM	1	4 461 532	3,710	5,400	5,460	1,11%	47,17%	24,360	
ELECTROSTAR	2	10 287 556	1,340	1,190	1,180	-0,84%	-11,94%	12,139	
MIP	1	4 398 937	0,220	0,140	0,140	0,00%	-36,36%	0,616	
TUNISAIR	1	106 199 280	0,630	0,590	0,610	3,39%	-3,17%	64,782	
Tunisie-Valeurs	5	4 000 000	16,980	17,480	17,480	0,00%	2,94%	69,920	
TELECOMMUNICATIONS								75,356	
SERVICOM	1	11 874 000	0,610	2,100	2,130	1,43%	249,18%	25,292	
SOTETEL	5	4 636 800	5,150	5,180	5,440	5,02%	5,63%	25,224	
Tawasol GH	1	108 000 000	0,250	0,230	0,230	0,00%	-8,00%	24,840	
DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION								391,653	
Sotumag	1	13 200 000	2,360	3,100	3,180	2,58%	34,75%	41,976	
Magasin General	1	11 481 250	29,000	19,400	18,890	-2,63%	-34,86%	216,881	
Monoprix	2	19 969 372	7,800	5,990	6,650	11,02%	-14,74%	132,796	
<i>(Données fournis à titre indicatif)</i>								Total capitalisation boursière	19 251,487

Dans la rubrique TRE



WMC Le mag N°18, 20.08.2020 Jeunes entrepreneurs tunisiens à Abidjan

«En matière de logements, nous savons que vous êtes bon, mais le Maroc est plus agressif. En affaires, il faut risquer et oser. Il y a suffisamment de projets dans tous les secteurs... Il y a du travail pour tout le monde, c'est à vous d'y croire», résume le directeur général du Logement et du Cadre de Vie, Adjoumani Kouakou, au ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme de la Côte d'Ivoire,



WMC Le mag N°20, 17.09.2020 Le Forum annuel des Tunisiens à l'étranger appelle à l'unification des efforts des instances dédiées à la diaspora

Le forum annuel des tunisiens à l'étranger

a appelé à l'unification des instances représentatives de la diaspora tunisienne, outre la révision de la loi portant création du Conseil des Tunisiens à l'étranger.



WMC Le mag N°22, 01.10.2020 Diaspora Pour une nouvelle approche

Dans le cadre des travaux de la 38ème Conférence annuelle des chefs de missions diplomatiques permanentes et consulaires, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, a fait une intervention sur le thème « Vers une nouvelle approche pour entourer la diaspora tunisienne ».



WMC Le mag N°20, 01.10.2020 L'appel des Tunisiens de France au nouvel ambassadeur !

L'Ambassade de la République Tunisienne en France a enfin un titulaire en la personne de Mohamed Karim Jamoussi, ancien ministre de la Justice dans le Gouvernement de Youssef Chahed.

C'est une grande marque de confiance quand on sait que Paris est la plus importante représentation du réseau diplomatique tunisien.

Mais c'est aussi une satisfaction et un soulagement pour les 800 000 tunisiennes et tunisiens qui attendaient avec impatience la nomination d'un Haut Représentant de la République Tunisienne et d'un Consul Général à Paris qui a aussi trouvé un titulaire en la personne de Mohamed Taher Arbaoui.



WMC Le mag N°16, 06.08.2020 Tunisiens Résidents à l'Etranger Transfert des pensions de retraite vers le pays

Le nombre de conventions bilatérales signées entre la Tunisie et les pays européens et arabes dans le domaine de prévoyance sociale entrées en vigueur ou en cours de ratification, a atteint les 23 conventions qui permettent aux Tunisiens résidant à l'étranger de bénéficier des services de sécurité sociale et d'effectuer le transfert de leurs pensions de retraite depuis les pays d'accueil vers la Tunisie, a indiqué Kamel Madouri, directeur général de la sécurité sociale au ministère des Affaires sociales.



Tunisie

Pourquoi Ghannouchi a-t-il recruté Mohamed Ghariani ?

Le président d'Ennahdha rêve peut-être secrètement de pouvoir, en cas de succès de Mohamed Ghariani dans sa nouvelle mission, la concrétisation de la réconciliation nationale, convaincre une partie des Destouriens de voter pour lui en 2024. Pour que son rêve prési-

dential ait plus de chance de se concrétiser.

Si les intentions de Rached Ghannouchi concernant la manière dont il voit son avenir politique et entend l'organiser n'étaient pas très claires jusqu'à il y a quelques mois, le doute n'est plus permis

à ce sujet. En effet, il est clair aujourd'hui que le programme du président d'Ennahdha consiste à tout faire pour se maintenir aux commandes du parti pour pouvoir partir à la conquête de la présidence de la République.

Rached Ghannouchi sait



pertinemment qu'il va devoir surmonter au moins deux obstacles de taille pour atteindre cet objectif. D'abord l'opposition d'une partie des dirigeants de son parti politique à l'amendement de ses statuts pour faire sauter le verrou de l'article 31 qui limite à deux le nombre des mandats de tout membre d'une des structures dirigeantes. Ensuite l'impopularité du président d'Ennahdha attestée par tous les baromètres et sondages réalisés au cours des dernières années et où il figure toujours en bas du classement.

Près d'un mois et demi après que la guerre de succession au sein du mouvement Ennahdha a été étalée sur la place publique par 100 cadres et dirigeants du parti à leur président pour l'appeler à renoncer à amender ses statuts pour se maintenir à ce poste, le bras de fer entre partisans et adversaires du maintien de Ghannouchi aux commandes de la formation islamiste se poursuit encore.

Le deuxième casse-tête du président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) et du mouvement Ennahdha n'est pas moins lourd de conséquence : la très grande étroitesse de sa base électorale. Outre qu'il est assez plausible qu'il ne puisse pas faire le plein des voix nahdhaouis -surtout si la fracture actuelle au sein de sa formation n'est pas

colmatée-, Rached Ghannouchi ne semble pas pouvoir glaner des voix en dehors de sa famille politique pour se faire élire à la présidence de la République. En tout cas pas suffisamment pour pouvoir battre l'actuel titulaire du poste, Kaïs Saïed, encore donné, malgré un bilan de sa première année que d'aucuns considèrent comme très en-deçà de ses promesses et des attentes de ses électeurs, large vainqueur de la présidentielle de 2024 avec plus de 65% des voix.

Y a-t-il une solution magique à cette situation ? Apparemment, le président du mouvement Ennahdha croit l'avoir trouvée en la personne de Mohamed Ghariani, le dernier secrétaire général du Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD), le parti de l'ancien régime. Certes, en l'intégrant à son cabinet, le président de l'ARP, Ghannouchi, lui a confié une mission qui ne semble pas avoir de lien avec sa probable future candidature à l'élection présidentielle : mener à bien le dossier de la réconciliation nationale. Or, en réalité l'ancien secrétaire général du RCD se trouve au cœur de la stratégie électorale du président d'Ennahdha.

En effet, les bénéficiaires de cette hypothétique réconciliation nationale ne sont autres que les partisans de l'ancien régime, c'est-à-dire ceux de l'ex-RCD.

Taux de guérison COVID-19

Selon les derniers chiffres publiés vendredi soir par le ministère de la santé, le taux général de guérison de la COVID-19 serait de 68,12% contre un taux de mortalité de 2,84%.

Sur 77 668 cas confirmés d'infection au coronavirus, on compte 52 912 guérisons et 2209 décès.

En se faisant le champion de la réconciliation nationale, le président d'Ennahdha rêve peut-être secrètement de pouvoir, en cas de succès de Ghariani dans sa nouvelle mission, convaincre une partie des Destouriens -une partie seulement car Abir Moussi, présidente du Parti Destourien Libre (PDL) en a déjà enrôlé beaucoup dans sa croisade anti-Ennahdha- de voter pour lui en 2024. Pour que son rêve présidentiel ait plus de chance de se concrétiser.

Moncef Mahroug



Tourisme

Une stratégie de relance post Covid

-Le département du tourisme a conçu une stratégie pour assurer la relance de cette activité dans les meilleures conditions, après la crise sanitaire du coronavirus qui a frappé de plein fouet le secteur touristique, non seulement en Tunisie, mais à travers tout le monde, a indiqué Mohamed Moez Belhassine, directeur général de l'Office National du Tourisme Tunisien (ONTT), dans une interview accordée à l'agence TAP.

Cette stratégie repose sur plusieurs piliers, à savoir la diversification de l'offre, la stimulation de la demande, aussi bien intérieure qu'internationale, la promotion de l'investissement et la pérennisation du secteur.

Pour le premier responsable de l'ONTT, "Il faut tout revoir et tout repenser. La crise nous a montré que l'activité touristique souffre de grandes fragilités structurelles, auxquelles nous devons remédier. Il faut aussi, poser les bases d'une transformation durable de cette filière. Notre priorité la plus urgente aujourd'hui, est de renforcer la résilience du secteur touristique, en mettant en application les mesures gouvernementales prises en mars, notamment celles relatives à la facilitation de l'octroi de crédits aux professionnels, afin qu'ils puissent surmonter leurs difficultés financières et ainsi maintenir les postes d'emploi". "Parallèlement, nous

avons conçu un programme de formation au profit du personnel touristique, avec un minimum de rémunération. L'objectif est de saisir ce temps de pause, causé par la pandémie, pour améliorer et renforcer les compétences du personnel et le préparer à la relance post-covid".

Application de la refonte des normes de classement des unités touristiques en 2021

Au niveau de la diversification de l'offre, Belhassine a fait savoir que l'Office se penche, actuellement, en collaboration avec les fédérations professionnelles concernées, sur la finalisation du projet de refonte des normes de



classement des unités d'hébergement touristique, pour qu'elles s'alignent sur les standards internationaux. "Lancé en 2018, ce projet, qui aboutira à l'adoption d'une nouvelle réglementation de classement d'hôtels, sera fin prêt en 2021".

"Ce projet vise à inciter les hôtels à accorder plus d'attention et à déployer plus d'efforts, pour améliorer la qualité de leurs prestations. Il devrait garantir la montée en gamme du tourisme tunisien et doper la compétitivité des unités hôtelières. Dans le même contexte, l'ONTT a conçu un projet de lancement d'un label attractif de qualité touristique, dont la finalité est de repositionner la destination Tunisie sur les marchés, aussi bien pour les professionnels (tour-opérateurs...), que pour les clients". a-t-il précisé.

Ainsi, pour être certifiés label "Qualité Tourisme", les professionnels doivent être capables d'assurer un accueil courtois, de fournir des informations claires, actualisées et fiables sur les services, d'offrir une prestation et une expérience uniques, et d'être à l'écoute afin de satisfaire toutes les attentes des clients. Par ailleurs, l'Office a créé de nouveaux circuits touristiques écologiques, sportifs, culturels... , couvrant plusieurs régions du pays, pour offrir aux touristes et aux tunisiens une variété de

produits, tout en assurant la promotion de nouveaux sites touristiques, dans les quatre coins du pays.

A cela s'ajoute, le développement des activités nocturnes et des espaces d'animation. Toutefois, le DG a estimé que la diversification de l'offre touristique doit être accompagnée de l'amélioration de la qualité de l'environnement, afin de pouvoir commercialiser la destination Tunisie sur une large échelle. "Bien que le ministère de Tourisme accorde, chaque année, des aides financières aux municipalités touristiques, à travers le Fonds de protection des zones touristiques, en vue de leur permettre d'améliorer la propreté et l'infrastructure de base, ainsi que de renforcer leurs moyens d'intervention, les résultats sont toujours insatisfaisants".

Pour cette raison, le département examine, actuellement, la possibilité d'optimiser l'octroi des subventions, en conditionnant ces aides, à la réalisation d'importants projets environnementaux, par les municipalités concernées, dont la mise en place de stations locales de gestion des déchets, ou l'affiliation à un programme écologique, tel que celui du pavillon bleu.

(Interview réalisée par Semia Boukhatem-TAP)

Tourisme : -80%

Le nombre des nuitées touristiques a chuté de 80%, durant les 10 premiers mois de l'année 2020, par rapport à la même période de l'année dernière, alors que le flux des arrivées a régressé de 77%, notamment parmi les européens (-85%) et les maghrébins (-78), a fait savoir le directeur général de l'Office National du Tourisme Tunisien (ONTT), Mohamed Moez Belhasine, à l'agence TAP.

Pour ce qui est des recettes touristiques, le DG a indiqué qu'elle ont baissé de 62%, à 1,8 milliard de dinars, contre 4,8 milliards de dinars, en octobre 2019. En euros, ces recettes ont régressé de 60%. Le responsable a rappelé que l'activité touristique représente 14% du PIB et plus de 400 mille emplois. Nous comptons en Tunisie, 876 unités hôtelières, 1354 agences de voyages, 374 restaurants touristiques et plus de 1000 guides touristique.

SAB



21,2% des enfants sont pauvres

Une étude réalisée par Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a révélé que 21,2% des enfants tunisiens sont pauvres alors que le taux de pauvreté moyen est de 15,2%.

Selon l'étude qui présente une analyse de la situation des enfants en Tunisie, ce taux s'explique par les disparités entre régions et milieux de résidence, le manque d'instruction des parents, la faiblesse des revenus des emplois agricoles et non

qualifiés, le chômage et travail précaire des parents, la faible croissance économique ainsi que la faiblesse de la politique de protection sociale pour les enfants.

17,2% des enfants 0-5 ans sont obèses

Par ailleurs, et selon les résultats de l'étude, 17,2% des enfants âgés de 0-5 ans sont obèses et 44,2% sont à risque d'obésité. Ce chiffre s'explique par l'exis-

tence d'un terrain génétique (au moins un parent obèse) ainsi que par les pratiques alimentaires obésogènes.

Le taux élevé s'explique, aussi, par le faible recours à l'allaitement exclusif jusqu'à six mois les mauvaises pratiques d'introduction d'aliments de complément ainsi que le manque d'exercices physiques.

Selon l'étude, la plupart des parents ne sont pas conscients



Migrants

1 328 migrants sont arrivés en Italie de manière non réglementaire au cours du mois d'octobre 2020, soit une augmentation de 180% par rapport à celui de 2019 (381), a révélé, mercredi 11 novembre, le rapport publié par l'Observatoire social tunisien relevant du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES).

des problèmes de surpoids de l'enfant et de nombreux professionnels de santé, notamment des médecins et des pédiatres, détournent les parents des bonnes pratiques d'alimentation du jeune enfant, selon la même étude qui a souligné l'incitation par l'Etat, via les subventions aux produits de base, à la consommation d'aliments hypercaloriques, favorisant l'obésité, le diabète et les maladies cardiovasculaires.

72% des élèves ne disposent pas de capacités de calcul

Une forte prévalence des problèmes de santé mentale et des comportements à risque a aussi été identifiée. En effet, 72% des élèves ne disposent pas des compétences de base en calcul et 34% en lecture .

Ce taux élevé s'explique par une couverture et qualité limitées de l'éducation préscolaire, l'abandon scolaire et la faible rétention des apprentissages. Ce taux s'explique aussi par une faible compréhension de l'écrit une faible maîtrise des langues d'enseignement.

Des lacunes ont été identifiées au niveau des capacités et de la déontologie des enseignants. En effet, l'étude a démontré la détérioration du dialogue social et l'incapacité à trouver des

compromis, la faible gouvernance du système éducatif ainsi que et la capacité de l'Etat à augmenter l'efficacité des dépenses publiques en éducation.

L'étude a aussi démontré une hausse du nombre d'enfants confrontés à la violence sous toutes ses formes. En effet, 17 449 cas de violences physiques et sexuelles ont été rapportés en 2018, contre 5992 en 2011-12. Cette hausse s'explique par les méthodes de discipline violentes, l'exploitation économique et la traite des enfants. Elle s'explique aussi par l'ignorance de la loi et des droits de l'enfant l'abandon scolaire, le manque d'alternative connue aux châtiments corporels ainsi que le développement de l'économie informelle et de la criminalité.

L'étude a aussi démontré une faible diffusion et mise en œuvre des lois protectrices pour les enfants, une faible capacités de lutte contre la corruption et la criminalité, un vide juridique et une insuffisance du dispositif de prévention/prise en charge des enfants victimes de violence.

L'objectif principal de l'étude étant de produire un document de référence sur la situation des enfants en Tunisie en fournissant une analyse robuste et utile de l'offre et de la demande de services visant la réalisation des droits de l'enfant pour tous les acteurs

du développement, en vue de répondre aux défis liés à la réalisation des droits des enfants et des adolescents à l'horizon 2030.

Il s'agit aussi d'identifier les tendances en matière d'accès aux droits de l'enfant en relation avec les ODD (objectif de développement durable) Pauvreté et Faim ; Santé, Eau, Assainissement et Hygiène ; Education et Employabilité des jeunes ; Egalité de genre et Violences. Pour atteindre ces objectifs, l'étude s'est basée sur des analyses statistiques et documentaires ainsi que sur des ateliers de travail participatifs.



Hausse du nombre des diabétiques

Le changement du mode de vie, l'alimentation déséquilibrée et l'absence de sensibilisation aux dangers de la maladie, telles sont les causes principales de la hausse du nombre des diabétiques en Tunisie, a indiqué Mohamed Abid, président de la Société Tunisienne d'Endocrinologie, Diabète et Maladies Métaboliques (STEDIAM) et chef de service d'endocrinologie et diabète à l'hôpital universitaire de Sfax.

Il a souligné samedi, à l'occasion de la journée mondiale du diabète qui coïncide avec le 14 novembre

de chaque année que d'après les statistiques de 2019, il s'avère que 20% des tunisiens âgés de 25 ans sont atteints de diabète dont le tiers ne le savent pas.

"L'obésité est l'un des facteurs pouvant entraîner le diabète" a-t-il dit, précisant que 17% des adultes souffrent de surpoids.

Abid a affirmé que le mode de vie de la plupart des tunisiens a changé ces dernières années par rapport aux années 70. "La consommation des repas rapides qui sont hypercaloriques et le taux élevé de protéines et de

gras dans les aliments, outre les produits sucrés sont des facteurs aggravants de la maladie, a-t-il fait remarquer.

"Seulement 3% des adultes exercent une activité physique en Tunisie, a-t-il ajouté, estimant que la sédentarité augmente significativement le risque de développer un diabète.

"La hausse de l'espérance de vie à plus de 60 ans a contribué à la hausse des cas d'atteinte par le diabète", a-t-il lancé.



La Tunisie qui gagne

Les sept (7) bonnes nouvelles pour la Tunisie.

1) STEG international met en service un poste à Haute tension de 100 MW au Rwanda. Une première pour l'entreprise publique.

2) L'écosystème tunisien des start-up fait une entrée dans le TOP 30 des meilleurs dans le monde (selon "Startup without borders").

3) Malgré la Covid-19 et la baisse de la demande locale et étrangère, les CA des grands groupes privés tunisiens retrouvent peu à peu leurs niveaux de 2019.

4) Le constructeur Airbus anticipe une reprise des commandes au second semestre 2021. Il s'agit d'une excellente nouvelle pour l'industrie tunisienne des composants aéronautiques, qui réalisait un taux de croissance annuel moyen de deux chiffres au cours des 5 dernières années.

5) L'entreprise norvégienne Panoro d'exploitation et de production pétrolières annonce la découverte de 2 zones de forage avec des niveaux de production de 4 850 barils/jours, soit plus de 12% de la production pétrolière quotidienne en Tunisie.

6) La Tunisie est devenue le

4ème fournisseur de l'UE pour la fabrication de masques et d'équipements de protection paramédical depuis le début de la crise de Covid-19.

7) L'événement Tunisia digital Summit, qui a regroupé près de 1 000 personnes, s'est tenu à 100% en ligne. Une première en Tunisie.

La Tunisie qui gagne.

Zied Lahbib

*General promotion Director
chez Invest in Tunisia Agency
(FIPA).*



Tunisie

Comment s'en sortir économiquement ?

Tant que les dirigeants et les responsables de la Tunisie sont pratiquement et à 100% sélectionnés parmi les personnes sans expérience qui ont besoin de 2 à 3 ans pour commencer à comprendre comment la machine de l'Etat fonctionne, nous continuerons notre descente vers l'abîme. Et ce pour des raisons simples et évidentes.

D'un côté, les choses vont vite, très vite même, au point que ce qui est valable le matin ne l'est peut-être plus le soir. Ceci nécessite une réactivité de tous les instants que ne peuvent avoir que les personnes ayant de l'expérience et maîtrisant bien leurs domaines.

Par ailleurs, et qu'on le veuille ou pas, la Tunisie, avec une économie à l'arrêt depuis 10

ans, une croissance à zéro ou presque, un service de la dette devenu insupportable aggravé par les problèmes imputables à la pandémie de la Covid-19 et ses incertitudes, ne pourra pas s'en sortir seule et sans recourir à nouveau encore et encore aux emprunts et aux aides extérieures. Ceci nous impose la nécessité d'avoir des dirigeants capables de présenter un projet sur le plan macroéconomique à long terme



Agrumes

Les estimations préliminaires de la récolte pour la saison 2019/2020 de la récolte des agrumes devrait atteindre 440 mille tonnes, contre 367 mille tonnes la saison précédente, soit une augmentation de 20%, selon le chef service commercial du Groupe-ment Interprofessionnels des Fruits (GIFruits), Tarek Tira.

Cette croissance concerne toutes les variétés dont les maltaises qui représentent 25% de la production totale, soit environ 132 mille tonnes, représentant une augmentation de 21% par rapport à la saison écoulée.

La production des clémentines a enregistré une augmentation pour atteindre 80 mille tonnes.

les choix des pouvoirs publics au regard des enjeux démographiques, économiques, sociaux, environnementaux, sanitaires, technologiques et culturels».

qui soit bancable au niveau de nos partenaires et géopolitiquement acceptable et cohérent. Un tel plan sur le long terme, à mon sens sur une trentaine d'années, capable d'engloutir en son sein et de prendre en charge la situation économique désastreuse actuelle, ne peut être fait que par des pointures de la planification, de l'économie et de la finance, capables de se rapprocher de compétences nationales dans tous les domaines, y compris celui du tourisme, pour bâtir un plan d'actions pour la Tunisie de demain.

Je suis totalement de l'avis de si Taoufik Baccar quand il dit qu'il faut revenir obligatoirement à une planification forte, voire exceptionnelle, pour sortir de cette crise. Une planification non pas pour revenir en arrière aux méthodes du passé et au dirigisme à la Gosplan, mais une planification de circonstance pour gérer une sortie de crise avec un retour progressif, dès que possible, au libéralisme économique et aux engagements internationaux de la Tunisie dans ce sens.

Des vrais experts en planification

Tout est question d'actualisation de flux à très long terme pour couvrir une situation de court terme incapable de générer de la valeur ajoutée. Il faut être capable d'imaginer le modèle économique

susceptible de générer ces flux à long terme et laisser les experts en finance faire leur travail d'actualisation afin de trouver les équilibres et les ressources optimales pour mettre en place les investissements et les projets qui en découlent. Selon mon modeste point de vue, il nous faut des personnes qui remplissent bien leurs sièges, capables, loin des tiraillements et des pressions politiciennes, de s'asseoir face aux experts du FMI, de la Banque mondiale, de l'UE dans un premier temps pour convaincre de l'opportunité du projet, des investissements nécessaires, puis, avec les autres institutions monétaires (BAD, BEI...) pour parfaire les financements.

C'est un travail d'équipe qu'il faudrait avec au centre un macroéconomiste chef d'orchestre qui maîtrise bien la planification et les simulations de modèles économiques.

La France réactive son Commissariat général au plan

Pour faire face à la crise économique imposée par la pandémie de Covid-19, la France a réactivé son Commissariat général au plan créé en 1946 et disparu en 2006. Selon le décret instituant sa création, il sera chargé d'«animer et de coordonner les travaux de planification et de réflexion prospective conduits pour le compte de l'Etat et d'éclairer

Cette réactivation en France du "Commissariat au Plan" a été jugée nécessaire par le président Macron, même si elle ne fait pas l'unanimité auprès de la classe politique qui y voit le retour anachronique d'une institution qui ferait doublon avec l'institution "France Stratégie" anciennement appelé "Commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP), rattaché au Premier ministre, qui est dans cet objectif d'assurer la lisibilité pour permettre l'anticipation pour la préparation de l'avenir.

En Tunisie, malgré la Révolution et la succession des crises, nous laissons les mécanismes libéraux habituels fonctionner souvent au prix d'incohérences et d'aberrations notoires. Nous importons des produits de consommation non nécessaires -"glibettes de Turquie"- à coup de devises empruntées malgré une balance commerciale largement déficitaire. Si Youssef Chahed, alors chef du gouvernement, avait même supprimé le ministère du Plan se privant de son rôle de coordination pour donner de la cohérence aux actions

entreprises par ses services et permettre un reporting économique et financier stricte et rapide.

Actuellement nous sommes en Tunisie au niveau des chiffres, du reporting et des statistiques, avec des retards de tenue et de publication de plus en plus graves et qui vont vers des délais de trois années quand ils ne font pas totalement défaut. Autant vous dire qu'il n'y a aucune visibilité et qu'on avance à tâtons.

Par Hakim Tounsi



«Ennafoura» de Salma Baccar

Après une petite absence de la scène cinématographique, la cinéaste tunisienne Salma Baccar affiche son retour et revient avec un nouveau long métrage dont elle vient d'achever la phase d'écriture en complicité avec l'écrivaine Emna Rmili.

"Ennafoura" est actuellement en mode stand-by en attendant le premier tour de manivelle.

Dans un entretien accordé à l'agence Tunis Afrique Presse (TAP), elle a parlé de son nouveau long métrage, des raisons du

retard du tournage ainsi que de la question culturelle en rapport avec la scène politique post révolution, surtout qu'elle a eu une expérience assez mouvementée dans le domaine politique.

Revenant sur son passage au sein de l'Assemblée nationale constituante (ANC), Salma Baccar a tenu à signaler que cette expérience a été aussi bien douloureuse que passionnante à la fois. Une expérience douloureuse parce qu'elle a coïncidé avec les assassinats de deux grandes figures politiques Chokri Belaid et Mohamed Brahmi.

Mais aussi une expérience passionnante pour elle parce qu'elle a pu découvrir de plus près que le peuple tunisien est conscient de ses véritables causes et est attaché aux valeurs modernistes et progressistes. Et d'ailleurs a-t-elle poursuivi son nouveau film puise dans la vie politique qu'a connu le pays à savoir les événements liés au sit-in "Errahil (sit-in du départ) au cours de l'été 2013. Le tiers de cette nouvelle oeuvre d'ailleurs





Femmes

Le rapport sur la période juillet-août 2020 a attiré l'attention sur un faible taux de temps de parole des femmes à la télévision et à la radio, dans la couverture des activités des acteurs politiques. En effet, le temps de parole des femmes n'a pas dépassé les 2% à la télévision et 13% dans les radios.

se base, a-t-elle mentionné, sur des images de ce sit-in ainsi que d'autres images inédites que les gens n'ont pas regardé ni dans les médias ni sur les réseaux sociaux.

"Ennafoura" dont le titre en français n'est pas encore fixé, est un long métrage de fiction, idée et réalisation de Salma Baccar d'après un scénario co-écrit par Emna Rmili et la cinéaste. C'est un film, a témoigné Salma Baccar, qui décrit le lien du personnage principal avec l'environnement socio-historique et politique dans le pays. Et d'enchaîner "le film est prêt et nous attendons les résultats de la commission d'encouragement à la production pour commencer le tournage".



Affiche officielle des JCC

La 31ème édition des JCC révèle son affiche officielle

En ces temps difficiles de confinement et de cloisonnement, l'affiche de cette session pourrait exprimer cette porte ouverte sur le monde.. elle pourrait exprimer aussi une ouverture vers la lumière... un déni aux temps

obscurs qui nous accablent et un espoir de renouveau qui nous console.

Épurée et minimaliste dans sa composition, l'affiche des JCC nous renvoie à l'obscurité d'une salle de cinéma, espace de toutes les émotions et étendue de prédilection de l'imaginaire.



Wasla Transport

"Wasla Transport", est un nouveau projet technologique et social qui vise à fournir un transport sûr et décent aux travailleuses du secteur agricole, actuellement en phase d'exploration de formules juridiques pour son inclusion dans les projets du ministère des Transports, a déclaré, le promoteur du projet, Maher Khlifi.

Le président directeur général du projet "Ahmini" de couverture sociale pour les travailleurs agricoles, a indiqué que son nouveau projet "Wasla Transport" a été adopté par le ministère des Transports, avec un soutien de la Banque mondiale (BM) d'une valeur de plus de 1,2 million de dinars, en attendant son expérimentation au niveau régional et sa généralisation aux différentes

régions du pays.

Le projet vise à garantir le transport légal des travailleuses du secteur agricole, et à les protéger des risques d'accidents de la route, d'autant qu'il s'agit d'un secteur non organisé qui avait causé 40 décès et nombre d'invalidités physiques chez certaines travailleuses du secteur. Ces dernières ne bénéficient pas d'un système d'assurance maladie, a affirmé Khlifi, formulant l'espoir de "pouvoir finir" de ce qu'il a qualifié de "camions de la mort", responsables de ces drames humains, d'ici la fin 2021.

Le projet aspire également à instaurer une culture de transport sécurisé pour les travailleuses agricoles, à les intégrer dans

le système d'assurance sur les accidents, et à promulguer de nouvelles lois pour dissuader toutes les personnes impliquées dans ce mode de transport anarchique.

Il s'agit aussi, a-t-il dit, d'encadrer les titulaires de licences de transport dans le secteur agricole et de leur fournir toutes les informations sur les lois approuvées, en l'occurrence, la loi n° 51 de l'année 2019 portant création d'une catégorie de "transport de travailleurs agricoles" et stipulant le contrôle en temps réel de tous les moyens de transport agréés, à travers la limitation de vitesse, du territoire et du nombre de passagers à servir, et ce, via les technologies modernes.

Bac 2021

Les épreuves écrites de la session principale de l'examen du baccalauréat 2021, démarreront le 16 juin 2021 et se poursuivront les 17, 18, 21, 22 et 23 juin 2021, tandis que les résultats seront annoncés, dimanche 4 juillet 2021, selon le calendrier des examens nationaux de l'année scolaire 2020-2021 publié, vendredi, par le ministère de l'Éducation.

Les épreuves écrites de la session de contrôle de l'examen du baccalauréat 2021, auront lieu les 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 et les résultats seront annoncés samedi 17 juillet 2021.

Les épreuves d'éducation physique auront lieu du 12 au 24 avril 2021, alors que les épreuves pratiques et orales se dérouleront du 27 mai au 9 juin 2021, selon la même source.



VIRTUAL RUN COMAR de Tunis-Carthage 2020

En raison de la pandémie de la Covid-19, les rassemblements à grande échelle ont été suspendus et beaucoup d'autres épreuves sportives dans le monde entier ont été annulées ou reportées.

En effet, le monde de l'athlétisme se dirige vers la technologie et le virtuel pour s'entraîner, garder le contact avec leurs coéquipiers et surtout pour participer aux différentes compétitions.

Et vu l'évolution de la situation sanitaire dans notre pays, le

comité d'organisation a décidé de reporter la 35ème édition du Marathon COMAR de Tunis-Carthage pour l'année 2021, et ce pour pouvoir fêter cet événement comme il se doit.

Pour cette année, une série de courses promotionnelles virtuelles seront organisées le 05 et le 06 Décembre 2020 : Virtual Run COMAR de Tunis-Carthage 2020.

Cinéma de la marionnette et de l'animation

Dans le cadre du lancement de son projet " cinéma de la marionnette et de l'animation " en janvier 2021, le centre national d'art de la marionnette annonce dans un communiqué de presse, le lancement d'un appel à candidature aux jeunes désireux de faire carrière dans l'industrie de l'animation 2D.

Le projet de formation et intégration dans l'unité de production dans sa première année comportera trois phases. La première phase d'une durée de six semaine consiste en une formation certifiante : Internationalement reconnue, elle est accélérée et sera assurée par des experts

de renommé mondiale. Les participants auront l'occasion d'apprendre les logiciels et les techniques utilisés par les grands studios. Un stage professionnel de perfectionnement sera l'axe de la deuxième phase (Durée : dix-huit semaines) .Il permettra aux futurs animateurs de parfaire leurs acquis techniques et de se lancer dans des expériences créatives. la troisième et dernière phase est l'intégration dans la production (Durée : dix-huit semaines). Les jeunes animateurs seront intégrés dans les flux de production au sein du studio d'animation du centre national d'art de la marionnette.

Sont éligibles à cette formation les candidats répondant au aux conditions suivantes:

- Avoir moins de 35 ans le premier Janvier 2021
- Etre titulaire d'une licence ou d'un mastère dans l'une des disciplines des sciences et technique des arts, du design ou du multimédia
- La maîtrise du dessin et de l'illustration est exigée.
- La maîtrise de l'outil informatique et des logiciels de traitement de l'image est exigée.
- La maîtrise du français et de l'anglais constitue un atout.
- L'expérience dans le cinéma de l'animation est souhaitée.



بلاغ

Appel à candidature

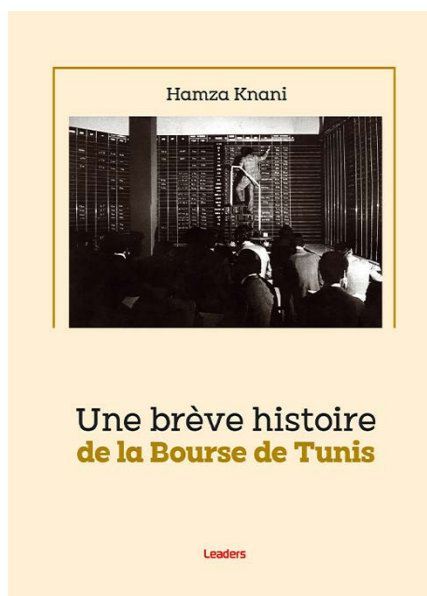
سينما العرائس و التحريك

" Cinéma de la marionnette et de l'animation "



Toon Boom
Bring Your Stories To Life

«Une brève histoire de la Bourse de Tunis», de Hamza Knani



Qui mieux que Hamza Knani pour restituer l'histoire de la Bourse des valeurs mobilières de Tunis, célébrant son cinquantenaire. Témoin et acteur aux premiers rangs tout au long de ces dernières 40 années des étapes successives de développement du marché financier, il vient de terminer la rédaction d'un ouvrage qui fera référence. Intitulé « Une brève histoire de la Bourse de Tunis », il est préfacé par un connaisseur, Mohamed Fadhel Abdelkefi, ancien directeur général de Tunisie Valeurs, président de la Bourse, et ministre des Finances.

L'ouvrage est publié aux [éditions Leaders](#), en deux versions, un grand format en quadrichromie, abondamment illustré et un livre universitaire, et sera ce mois-ci en librairies.

Sous une plume raffinée et s'appuyant sur des documents historiques inédits, Hamza Knani remonte aux origines des activités financières et bancaires en Tunisie sous le protectorat, avant de présenter le nouveau marché financier né au lendemain de l'indépendance et la création de la Bourse de Tunis. Sans concession, il évoquera la léthargie, puis les grandes réformes et s'attardera sur l'évolution enregistrée depuis 1989. Tour-à-tour, il n'omettra pas de mentionner les euphories, les crises et les scandales vécus.

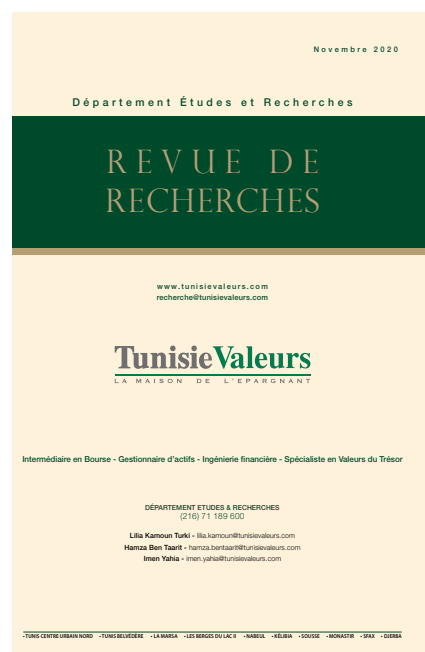
La loi 117-94 apportera une nouvelle organisation du marché. Hamza Knani consacre un chapitre instructif à la nouvelle architecture et au fonctionnement de ses différents instruments.

L'ouvrage se termine par une conclusion qui vaut enseignements majeurs et recommandations, une chronologie des principaux événements et des annexes utiles.

Un livre-roman, un livre d'analyse et de réflexion, un livre d'une

mémoire partagée. La qualité du récit, dense, précis, documenté de Hamza Knani et la valeur des photos anciennes et récentes, mais aussi la reproduction de vieux titres, certificats d'actions et obligations, tous comme les nombreux tableaux financiers et autres annexes, font de cet ouvrage un document précieux.

Revue de recherche Tunisie-Valeurs (Novembre 2020)

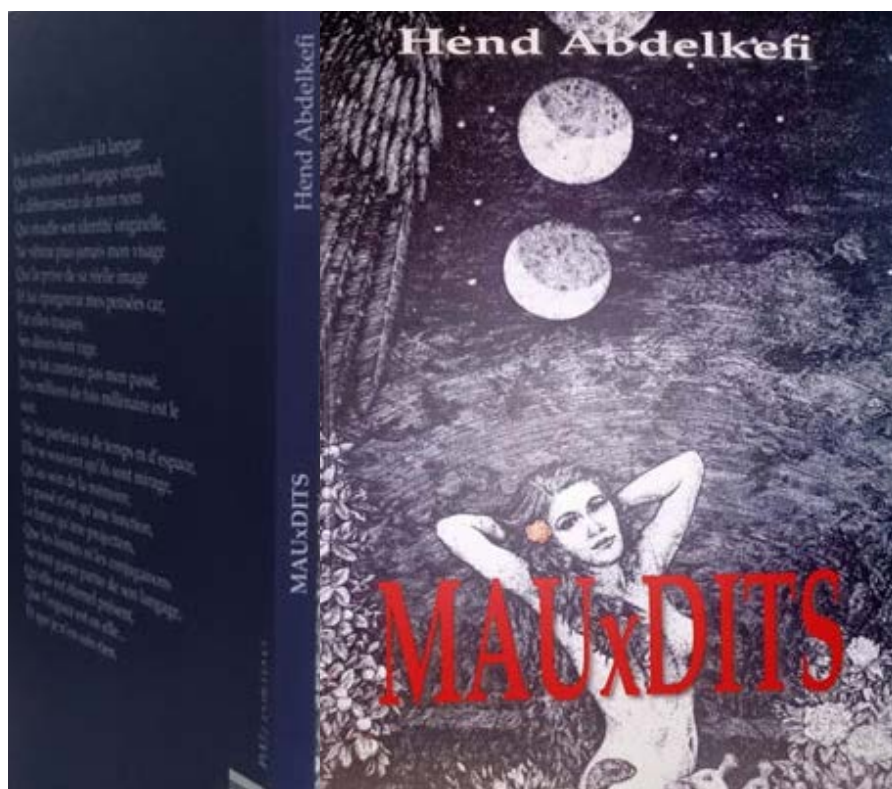


[Télécharger un exemplaire](#)

«Les Maudits», un recueil de poèmes de Hend Abdelkefi,

"Les Maudits" est un recueil de poèmes de Hend Abdelkefi qui vient de paraître aux Editions L'Or du Temps. Il est disponible dans plusieurs librairies du grand Tunis ainsi que sur la librairie en ligne www.ceresbookshop.com et chez l'éditeur.

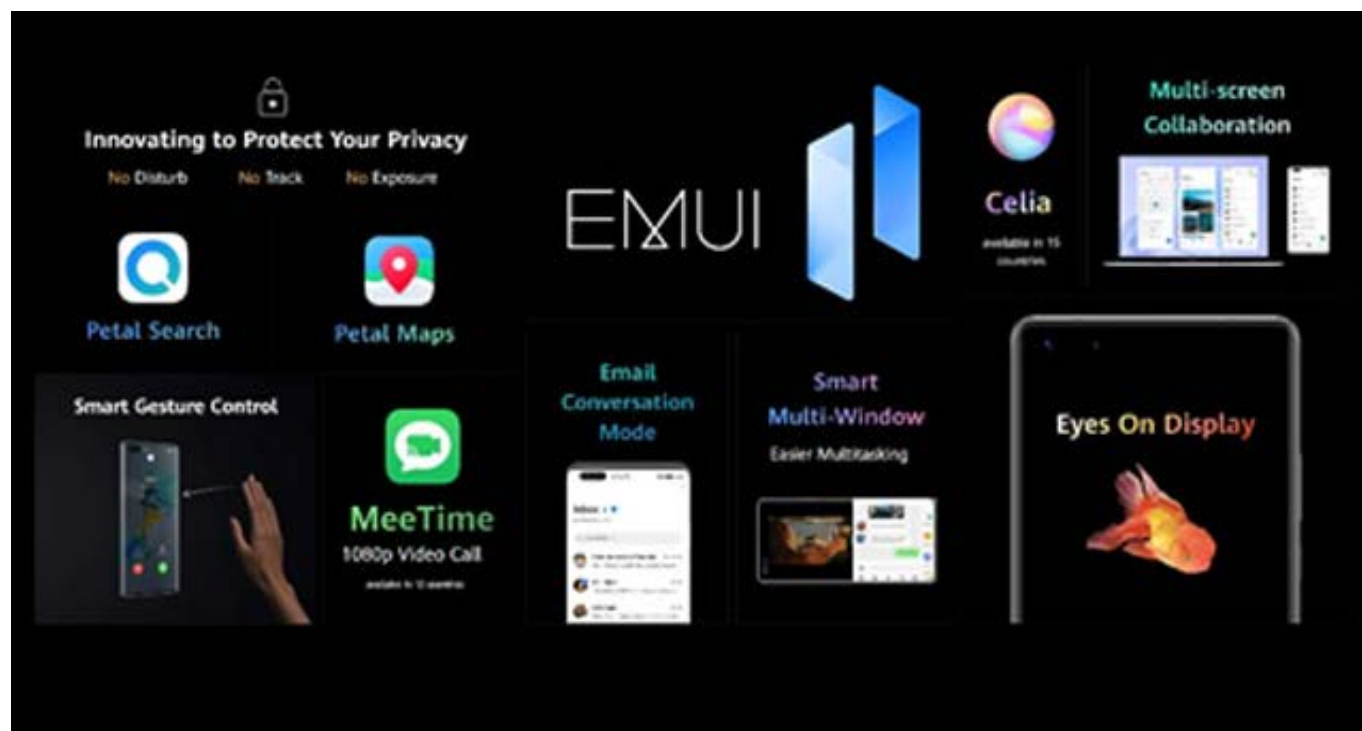
"Les maudits" de Hend Abdelkefi ne sont pas, selon une présentation du Professeur Moncef Taieb, doyen de la faculté des lettres, des arts et des humanités de l'université de la Manouba, de simples poèmes réunis dans un recueil. Ils sont l'aboutissement inachevé et inachevable d'une quête insolite et insatiable d'un absolu à la fois immanent et insaisissable. La douleur est le noeud gordien de tous les poèmes de Hend. Mais cette douleur traduite par des mots arrachés à la peau du langage ne se niche pas dans le sujet charnel ou poétique mais s'apparente à un cri discontinu qui va du sol pierreux du moi à la nébuleuse du tout. Tout se concentre dans l'infiniment léger du corps dans ses contorsions indéfinissables comme s'il mime les convulsions explosives de l'infiniment grand. Dans ses textes,



les schèmes sont judicieusement construits autour d'une pluralité de personnages, du minéral au transcendantal en passant par le végétal et l'animal. A travers ce fouillis scénique transparait le schème de l'humain incarné par un être souffrant et s'offrant à toutes les expériences du corps charnel et poétique et à toutes les expressions du mal d'écrire. L'altérité troublante de ces poèmes n'est pas nécessairement troublante au sens de l'odieux ou de l'inhumain. C'est l'expression et l'expérience de l'altérité dans une posture où l'autre naît de soi-même à travers cette "inquiétante étrangeté" développée par Freud et Lévinas. Maffesoli considère que l'autre absolu c'est lui c'est à dire dieu.

Hend a réussi par le biais de mots simples à construire l'expérience de l'être dans son ubiquité, sa transcendance et son immanence. Une expérience mystique menée par le truchement de la poésie. Lui tant recherché par la poétesse est finalement elle. Ce genre d'écriture poétique est continuellement ouvert sur une altérité subjugante subversive et sublime.

Hend Abdelkefi est poétesse, pianiste et assistante en musicologie et anthropologie culturelle à l'université de Tunis. Elle a publié plusieurs articles au sujet du rythme du langage, du rythme musical, de la transmission culturelle, de la transe...



EMUI 11 ajoute de la brillance au HUAWEI Mate 40

Lors de l'événement de lancement mondial en ligne de la série HUAWEI Mate 40, qui a eu lieu le 22 octobre 2020 - Huawei a dévoilé les nouvelles améliorations apportées à EMUI 11. Ces nouvelles expériences passionnantes couvrent des aspects allant de l'interaction, de la confidentialité et de la sécurité aux performances et au-delà. Dans l'ensemble, ces nouvelles fonctionnalités offriront une expérience plus fluide, plus intuitive et

plus sécurisée aux utilisateurs d'appareils Huawei.

La conception centrée sur l'humain rend l'interaction amusante et facile EMUI 11 offre aux utilisateurs non seulement une expérience d'interaction visuelle personnelle et artistique, mais également des fonctionnalités plus intelligentes et faciles à utiliser.

L'écran Always-On Display

(AOD) de nouvelle génération sur EMUI 11 intègre trois éléments artistiques - la forme, la couleur et l'espace - dans le design. Au-delà d'ajouter une touche artistique à l'expérience, le nouvel AOD permet aux utilisateurs de personnaliser les formes selon leurs goûts, et même d'aller au-delà de la palette de couleurs par défaut et d'utiliser les couleurs des photos de leur choix pour leur propre design personnalisé.



Le nouveau MINI Countryman débarque chez Ben Jemâa Motors

La société Ben Jemâa Motors, importateur officiel des marques BMW et MINI en Tunisie, annonce l'arrivée du nouveau MINI Countryman, le plus grand et le plus polyvalent des membres de la famille MINI.

Cette nouvelle version suscite de nouvelles sensations en matière de plaisir de conduite et affiche un cachet unique

dans le style emblématique de la marque premium britannique. Le modèle revisité se démarque par un design peaufiné avec précision, des ajouts intéressants à la gamme d'équipements et une technologie innovante au service du fonctionnement et de a connectivité.

Combinant un style urbain et un look tout-terrain, le nouveau MINI Countryman est un SAV

(Sport Activity Vehicle) ultime multi-talents. Bien positionné dans le segment compact premium, le modèle affiche une robustesse confirmée avec un habitacle spacieux et modulable doté de cinq vraies places. Le MINI Countryman, premier modèle à proposer une longueur extérieure de plus de quatre mètres, quatre portes, un grand hayon, cinq places, poursuit sa conquête vers le changement de

positionnement dans le segment des voitures compactes haut de gamme. Ainsi donc, le MINI Countryman représente déjà près de 30 % des nouvelles immatriculations de la marque à l'échelle mondiale.

Salah Barka, ambassadeur du nouveau MINI Countryman en Tunisie

Le styliste tunisien Salah Barka, figure de la mode et du glamour en Tunisie représentera le nouveau MINI Countryman pour la période à venir et aura la mission de contribuer à promouvoir l'image d'une voiture très stylée.

« Pour quelqu'un qui évolue dans le monde de la mode et du design, l'univers MINI est quelque chose de précieux qui suscite l'admiration. Cette marque a réussi là où beaucoup d'autres ont échoué. Elle a créé un design intemporel ; s'est réinventée sans se dénaturer ; s'est modernisée sans couper avec son passé et reste jusqu'à aujourd'hui la référence absolue des véhicules

fashion. L'amour que je porte à la marque MINI ne date pas d'hier et je suis fier de dire que je fais maintenant partie de son univers iconique. », déclare Salah Barka à l'occasion.

Apprécié de la gent féminine, respecté de ses pairs, médiatiquement rayonnant et doté d'une forte personnalité, Salah Barka porte l'ADN de la marque qui n'a pas cessé de bousculer les normes et les clichés pour consolider son positionnement « différent » et disruptif.



TRANSFORMATION DIGITALE

DES GRANDS INTERVIEWS DE
MINISTRES, DE CHEFS D'ENTREPRISES,
DE RESPONSABLES SECTORIELS ET
D'EXPERTS...

**+ INFOGRAPHIES
ET DOCUMENTS**

DÉCOUVRIR



w m c

HORS-SÉRIE



+ 200 PAGES

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL (2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien
CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)

WMC *Le Mag*

SPÉCIAL SÉANCE UNIQUE

ÉDITION NUMÉRIQUE HEBDOMADAIRE



l'Essentiel de l'actualité, de l'économie
et des finances en Tunisie

Inclus, une rubrique **TUNISIENS DU
MONDE** dédiée aux TRE

+ une sélection de CHRONIQUES,
de TEXTES du Temps d'avant...
A lire sous un Parasol



TOUS LES **JEUDIS**

une publication de WEBMANAGERCENTER.COM